



La Presse

Le plus grand quotidien français d'Amérique

Lundi, fête du Travail,
La Presse ne paraît pas

FFM
Cinq questions
à Liv Ullmann
page B8

La Personnalité
de la semaine
François Blais



page A14

Les dicos
de la rentrée,
un bon cru
page B1



1 3 4 6

♦ MONTRÉAL, DIMANCHE 3 SEPTEMBRE 2000 116^e ANNÉE, NO 311, 52 PAGES, 4 CAHIERS

• 60 ¢ TAXES EN SUS / EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC, HULL-OTTAWA 70 ¢

Cinq vies fauchées d'un seul coup



PHOTO, Gracieuseté de RDI

Cinq personnes, dont quatre prenant place dans une même voiture, sont mortes vendredi soir dans le parc de La Vérendrye, lorsque ce fardier a perdu sa cargaison de bois, puis s'est renversé. La route 117 a été fermée durant plus de six heures avant d'être progressivement rouverte en alternance jusqu'en fin d'après-midi hier.

Le camion-remorque s'est renversé dans une courbe

RAYMOND GERVAIS
et MARTINE ROUX

Cinq personnes ont perdu la vie et quatre autres ont été blessées légèrement vendredi soir sur la route 117 dans la réserve faunique de La Vérendrye, en Abitibi, lorsqu'un camion-remorque transportant du bois a perdu son chargement.

L'accident est survenu vers 21 h 45 à quelque 100 km au sud de Val-d'Or, plus précisément près du pont de la rivière des Outaouais. Un camion-remorque chargé de bois d'oeuvre, circulant en

direction sud, s'est renversé dans une courbe sur deux automobiles qui venaient en sens inverse. Le premier véhicule, avec quatre personnes à bord, a reçu quelques morceaux de 2 X 4, lorsque les sangles retenant le chargement se sont rompues sous le poids de la charge. Le second véhicule, qui venait dernière, a été frappé de plein fouet par les morceaux de bois qui se sont détachés du chargement en éventail devant l'automobile, fracassant le pare-brise et pénétrant dans l'habitacle. Le véhicule a

immédiatement pris feu, emprisonnant ses occupants.

Les victimes n'ont eu aucune chance de s'en sortir et ont été calcinées.

Alimenté par l'essence du véhicule et par les morceaux de bois, le feu a fait rage durant plus d'une heure. Une grue dépêchée sur les lieux de l'accident a recueilli les morceaux de bois afin d'éviter que l'incendie ne se propage à la forêt.

Le camion-remorque s'est renversé

Voir CINQ VIES en A2

Ralentissement de travail à Urgences Santé

Le Conseil des services essentiels intervient

ANDRÉ DUCHESNE

Estimant que ses quelque 800 techniciens ambulanciers ont entrepris des moyens de pression illégaux qui mettent en danger la sécurité du public et occasionnent des retards opérationnels, Urgences Santé a demandé l'intervention du Conseil des services essentiels, hier après-midi.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Yves Imbeault

L'employeur et le Rassemblement des employés techniciens ambulanciers du Québec (RETAQ) n'arrivent pas à s'entendre sur la question des heures de travail. Un accord de principe est intervenu il y a quelques semaines, mais les deux parties n'en font pas la même interprétation.

Selon Urgences Santé, le syndicat a donné le mot d'ordre, samedi peu après minuit, d'arrêter d'utiliser le système de répartition des appels assisté par ordinateur (RAO) pour passer

en mode vocal et de débrancher le système de repérage des ambulances par satellite (GPS), ce qui retarde d'une à deux minutes le temps de réponse des ambulances.

Le syndicat rétorque que jamais il n'a demandé à ses membres de débrancher le système GPS et que l'employeur a décidé lui-même de fermer une section

Voir RALENTISSEMENT en A2

Crise du homard: rejet de la proposition fédérale

Les Micmacs de Burnt Church accusent Ottawa de vouloir «imposer» une solution

Presse Canadienne
BURNT CHURCH, N.-B.

Les pêcheurs autochtones de la réserve de Burnt Church, au Nouveau-Brunswick, ont refusé la proposition fédérale de reprise des pourparlers en vue d'un règlement de la crise du homard, affirmant qu'Ottawa essayait encore par là d'imposer une solution.

Vendredi, le ministre fédéral des Pêcheries, Herb Dhaliwal, avait proposé la candidature de l'avocat néo-brunswickois Neil McKelvey comme médiateur, afin de reprendre les discussions autour de la pêche autochtone au homard dans la baie de Miramichi.

Samedi, le porte-parole des Micmacs, Lloyd Augustine, a indiqué que sa bande avait de son côté transmis une liste de cinq médiateurs possibles. La candidature de M. McKelvey ne fait, selon lui, « que changer le visage, sans changer la position et les objectifs » de la partie fédérale.

Les autochtones estiment qu'un traité leur donne le droit de pêcher où et quand ils le veulent, en vertu d'une décision que la Cour suprême du Canada a rendue dans l'affaire Marshall, l'an dernier.

Le gouvernement fédéral, de son côté, agit en vertu d'une disposition de cette même décision de la Cour suprême, qui stipule que le

ministère des Pêcheries a le droit de protéger les stocks de homard.

Des autochtones ont affirmé que le ministre Dhaliwal montrait de la mauvaise foi et ont réclamé l'intervention personnelle du premier ministre Jean Chrétien.

Les Micmacs souhaitent notamment avoir comme médiateur l'ancien chef du NPD fédéral Ed Broadbent ou l'ancien premier ministre ontarien Bob Rae. Ils ont aussi pensé à un juge provincial de la Saskatchewan, au conseiller d'une bande autochtone de la Colombie-Britannique et à un ancien député libéral fédéral.

Le porte-parole du ministère des Pêcheries, Terry Boucher, a affirmé

qu'il y avait tout lieu d'être optimiste. En entrevue, hier, il a déclaré que les deux parties discutaient pour en arriver à un compromis.

« Nous avons toujours dit que nous souhaitons négocier et nous discutons actuellement, alors il y a du progrès », a-t-il dit.

La proposition de vendredi de M. Dhaliwal a aussi fait montre d'une certaine souplesse, en omettant certaines conditions qui avaient jusqu'ici empêché un rapprochement des deux parties.

Concrètement, cette offre de discussion n'est pas conditionnelle au

Voir CRISE en A2

Quatre p'tits nouveaux à l'école!

Un regard frais sur l'éducation, les jeunes, l'avenir ? C'est ce que La Presse recherchait lorsque nous avons demandé à quatre nouveaux enseignants, deux au primaire, deux au secondaire, frais émoulus de l'université ou sur le point de terminer leur scolarité, de nous écrire chacun un petit texte au moment de la rentrée scolaire 2000. Un résultat stimulant que l'on peut lire en page A13.

Rubriques

Arts et spectacles ... cahier B	Le bridge A4
- lecture B1 à B5	Le monde A10
- FFM B8, B9	Loteries A2, A4
- horaire spectacles B6B	Petites annonces.....
- horaire télévision B2, B10	- immobilier..... C5, C6
Bandes dessinées C8	- marchandises..... C5
Décès C9	- emplois..... C6
Êtes-vous observateur..... C5	- automobile..... C6 à C8
Génies en herbe B11	- affaires C8
Feuilleton..... C8	Mots croisés... A12, B4, S10
Horoscope..... C16	Mot mystère..... C7
Laporte Stéphane..... A5	Sciences..... C10
La presse d'ailleurs..... A11	Têtes d'affiche..... C4

MÉTÉO



Ciel variable
Max. 20, min. 11
Cahier Sports,
page 16



http://lapresse.infinet.net

Je prie, donc je suis

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Depuis deux semaines, la scène se répète dans plusieurs villes du sud des États-Unis où le football et la religion vont de pair. Le vendredi soir, avant les matches réguliers des équipes de « high school », les joueurs, les « cheerleaders » et les spectateurs disent un Notre Père à haute voix, de la Caroline du Nord au Texas, en passant par le Tennessee et l'Arkansas.

« Notre Père qui êtes aux cieux... »

Dans les stades où 10 000 personnes ou plus peuvent s'entasser, l'effet sonore et visuel doit être saisissant. Ces chrétiens-là ne se contentent pas de prier à l'église ou à la maison, ils se sen-

tent obligés d'étaler leur piété en public, comme si la survie de leur religion en dépendait.

Les Pater des amateurs de football du Sud se déroulent dans un contexte bien précis, mais ils servent à illustrer un phénomène plus incontournable que jamais aux États-Unis : l'empiétement de la religion sur la place publique, sur le sport, l'éducation, la politique, etc. Tout doit baigner dans l'eau bénite. Aux yeux de certains, c'en est devenu dégoûtant.



La Presse
à
NEW YORK

Dans le sud des États-Unis, les Pater des amateurs de football s'inscrivent dans la croisade des fondamentalistes chrétiens en faveur du retour de la prière dans les écoles publiques. Depuis longtemps, ces ultras se butent à la Constitution américaine, qui a érigé un mur entre l'Eglise et l'Etat. Mais ils n'ont pas abandonné la lutte, comme le prouvent les prières « spontanées » des élèves et des parents dans les stades des « high schools » de la « Bible Belt ».

On pourrait n'y voir qu'un phénomène régional, les gens du sud des États-Unis étant très démonstratifs dans l'expression de leur foi. Mais force est d'admettre que la religiosité est de plus en plus contagieuse, se manifestant là où on s'y attendait le moins. Chez les démocrates, on le

Voir JE PRIE en A2

Concours
"Retour à l'école"
Partez en voyage
avec Tim7



Gagnez un voyage pour
4 personnes à Disney World !

Renseignez-vous!
Tim 7 est disponible chez les détaillants de logiciels pour PC.
Le bon de participation et les règlements du concours sont sur les boîtes Tim 7.



Distribué par:
Guillemot Canada

(514) 490-2090

Ubi Soft

2877389

Suites de la une

Ralentissement de travail à Urgences Santé

RALENTISSEMENT / Suite de la page A1

informatisée du traitement des appels, dans le but de faire passer l'odieux de la situation sur le dos des employés.

Devant le conseil, Urgences Santé a de plus ajouté que des techniciens ont abandonné au moins trois ou quatre véhicules sur la route, gyrophares allumés et sirènes en fonctionnement.

Hier matin, alors qu'un homme menaçait de se jeter en bas du pont Jacques-Cartier, des témoins ont affirmé que l'ambulance requise par les pompiers de Montréal a mis une demi-heure avant de se rendre sur place.

Affilié à la CSN, le RETAQ soutient qu'il a uniquement entrepris des moyens de pression d'ordre administratif, dont le premier est l'échange de véhicules. « Cela va créer un fouillis dans l'administration qui n'aura plus aucun contrôle. Mais on ne met pas en danger la sécurité du public », affirme son président, Yves Imbeault.

Selon le syndicat, l'employeur a reconnu que le quota d'heures travaillées par année est insuffisant. Ce quota est actuellement de 1 007 136 heures alors que les deux parties auraient convenu qu'il devait passer à 1 066 993 heures.

C'est ici que les opinions divergent : alors que le syndicat parle d'heures travaillées (donc payées), l'employeur estime plutôt qu'il s'agit d'heures budgétées. Cet écart de 60 000 heures équivaut à 30 postes de techniciens ambulanciers à plein temps, soit entre 1 et 1,5 million en salaires.

Selon le RETAQ, l'écart des 60 000 heures se fait au bénéfice de la compagnie qui, affirme-t-il, économise annuellement 3,5 millions en ne remplaçant pas les employés en vacances ou en congé.

« En invoquant un quota d'heures travaillées, le syndicat demande ni plus ni moins qu'un plancher d'emploi », indique pour sa part le porte-parole de la partie patronale, André Champagne.

Du côté syndical, on estime qu'en établissant l'horaire de travail sur des heures budgétées, l'employeur a le beau jeu de ne pas remplacer les employés partis en vacances ou en congé. Ceux demeurant au travail sont complètement épuisés, exaspérés et mécontents, affirme-t-on.

« De plus, ajoute Yves Imbeault, il manque constamment de véhicules ambulanciers sur la route. Les délais de réponse s'allongent. »

Il donne en exemple le cas d'un homme transporté dans un hôpital sur la plate-forme d'un camion de pompiers, faute d'une ambulance disponible dans tout le territoire de l'île de Montréal et de Laval.

Le porte-parole de l'employeur reconnaît qu'il y a parfois des délais d'attente pour l'arrivée d'un véhicule ambulancier. « Mais jamais pour les urgences, ajoute André Champagne. Nous répondons à l'indice de performance voulant qu'au moins 80 % de nos véhicules arrivent dans les huit minutes suivant un appel. »

Retards

Urgences Santé affirme que l'échange de véhicules fait entre techniciens ambulanciers peut entraîner des retards dans les opérations. De plus, soutient-on, des employés ont enlevé sans discernement les sceaux des boîtes d'équipement se trouvant à l'intérieur des ambulances. Une fois les boîtes ouvertes, il faut revoir tout leur inventaire avant que le véhicule ne reprenne la route, ce qui prend du temps.

Là-dessus, le RETAQ réplique que cette opération a été faite parce que des techniciens ont récemment ouvert des boîtes scellées où l'équipement n'était pas complet, une situation qu'il impute à nouveau aux quarts de travail non comblés.

Hier matin, le président du syndicat a indiqué en conférence de presse qu'un nouveau moyen de pression — toujours de nature administrative — serait adopté toutes les 24 heures si l'employeur ne revenait pas sur sa position. « Ça peut aller très loin », a dit M. Imbeault tout en écartant la possibilité d'un débrayage.

Cinq vies fauchées d'un seul coup

CINQ VIES / Suite de la page A1

plus loin sur le côté gauche. Un homme de 63 ans, Bernard Houle, installé sur la couchette du tracteur, a perdu la vie. Quant au chauffeur, il a subi un violent choc nerveux.

Les blessés ont tous été conduits à l'hôpital de Val-d'Or, d'où ils ont reçu leur congé hier.

Le camion appartenait à l'entreprise A.M. Transport, de Saint-Bruno. En route vers Montréal, il avait pris sa cargaison à la scierie Gallichan de Launay, à environ 200 kilomètres du lieu de l'accident. Le propriétaire d'A.M. Transport, Michel Arseneault, n'a pas rappelé *La Presse* hier.

Selon le registre de la Commission des transports du Québec, l'entreprise détient la cote « satisfaisante » depuis septembre 1998. Un contrôleur routier de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) a été dépêché sur les lieux pour prêter main-forte aux policiers et éclaircir les circonstances de l'accident.

« Dans un cas comme celui-là,

nous vérifions le registre d'heures de conduite du camionneur, l'éventuelle surcharge du véhicule ainsi que l'état du camion, explique Guy Lalumière, sergent contrôleur routier à la SAAQ. Nous rendons ensuite visite à l'entreprise et si nous avons des indices de négligence, nous soumettons le dossier à la Commission des transports du Québec. »

La SAAQ constate « régulièrement » la présence de camions surchargés sur les routes lors de contrôles, précise M. Lalumière.

L'agent Ronald Mc Innis de la Sûreté du Québec a expliqué hier que la cause exacte de l'accident n'est pas connue pour le moment, mais que la vitesse ou un chargement mal fixé pourraient expliquer l'accident. « Pour le moment, toutes les hypothèses sont envisagées et nos enquêteurs sont en train de prélever des indices qui leur permettront de déterminer ce qui s'est passé. »

Au moment de la collision, la chaussée était sèche et la visibilité était bonne.

L'identité des victimes n'a pas

été révélée hier par la Sûreté du Québec, les policiers ayant de la difficulté à identifier les cadavres et à entrer en communication avec les familles des défunts. Une famille d'Aylmer, en Outaouais, serait du nombre des victimes. Quant aux quatre blessés, il s'agirait d'un couple de Trois-Rivières et de ses deux enfants.

La route 117 a été complètement fermée à la circulation durant toute la nuit et ce n'est qu'au petit matin hier que la route a été ouverte à la circulation automobile.

Par ailleurs, au moins quatre autres personnes ont perdu la vie sur les routes de la province depuis le début du long congé de la fête du Travail. Le plus récent accident est survenu hier soir à Saint-Rémi-d'Amherst, lorsqu'un véhicule tout-terrain a été heurté par une camionnette sur la route 364. Une fillette de 12 ans a été tuée et son père a été grièvement blessé. Le chauffeur de la camionnette a pris la fuite après la collision pour revenir ensuite sur les lieux. Il a été arrêté et fera face à plusieurs accusations dont une d'avoir conduit un véhicule alors qu'il était en état d'ébriété.



GRACIEUSETÉ DE RDI

Quatre des cinq victimes de l'accident de la réserve faunique de La Vérendrye se trouvaient dans cette voiture.

Crise du homard: rejet de la proposition fédérale

CRISE / Suite de la page A1

retrait préalable des casiers à homards immergés dans la baie de Miramichi, où les agents du ministère des Pêcheries et les pêcheurs

mimacs ont eu de violentes prises de bec, ces derniers temps.

Du coup, les autochtones ont continué à pêcher le homard, hier, tandis que des avions fédéraux survolaient par intermittence le plan d'eau, surveillant leurs activités.

Je prie, donc je suis

JE PRIE / Suite de la page A1

sait, Joseph Lieberman a été choisi comme candidat à la vice-présidence en bonne partie à cause de sa piété et de sa moralité. Le lendemain de sa nomination historique, le juif orthodoxe a d'ailleurs invoqué le nom de Dieu 23 fois en 90 secondes dans un discours au Tennessee, une sorte de record américain.

Mais Lieberman est allé encore plus loin, la semaine dernière, s'attirant même les critiques d'une importante organisation juive des États-Unis, la Anti-Defamation League, qui lutte contre l'antisémitisme depuis près d'un siècle. Prenant la parole devant les membres d'une église noire de Detroit, le colistier d'Al Gore s'est prononcé en faveur d'une plus grande place de la religion dans la vie publique aux États-Unis.

« En tant que peuple, nous devons réaffirmer notre foi et renouveler notre dévotion à Dieu », a dit le sénateur du Connecticut, dont le fait d'armes aura été de condamner publiquement Bill Clinton pour son comportement dans l'affaire Lewinsky.

Et Lieberman d'ajouter : « George Washington nous a mis en garde contre l'hypothèse voulant 'que la moralité puisse être préservée sans religion' ».

Que les non-croyants se le tiennent pour dit. À moins d'accepter la parole de Joe... euh, de Dieu, ils ne peuvent agir de façon morale.

Le lendemain du discours de Lieberman, la Anti-Defamation League (ADL) a écrit une lettre au candidat à la vice-présidence, le priant d'arrêter d'invoquer Dieu à tout bout de champ. Dans une entrevue au *New York Times*, le directeur de l'ADL, Abraham Foxman, a précisé : « Nous ne pensons pas que la religion a sa place dans une campagne électorale et dans l'arène politique. Il n'y a rien de mal à professer sa foi et à aller à l'église ou à la synagogue, mais de là à le claiçonner, il y a une marge. »

Selon les éditorialistes des grands quotidiens du nord-est des États-Unis, Lieberman a dépassé cette marge. « Dites-nous ce que vous pensez, dites-nous ce que vous croyez ; mais laissez de la place à ceux qui prient différemment, ou pas du tout », a écrit le *Washington Post*.

Deux jours après son discours, Lieberman s'est défendu d'avoir voulu exclure les non-croyants du cercle des personnes morales. Ce qu'il a voulu dire, c'est que la religion pouvait « jouer un rôle dans la vie des individus et des communautés ».

Ce rôle peut même être progressiste, ont soutenu certains défenseurs de Lieberman, rappelant le leadership de la gauche religieuse dans l'abolition de l'esclavage, les réformes du travail et la déségrégation raciale, une lutte qui a élevé le révérend Martin Luther King, un homme de foi, au rang des héros nationaux.

Mais la religion peut aussi servir des causes étranges. Le jour du discours de Lieberman à Detroit, George W. Bush, candidat des républicains à la Maison-Blanche, s'adressait à des juifs réunis à Washington. Il leur a dit : « Notre nation est choisie par Dieu et mandatée par l'histoire pour servir de modèle de justice (...). »

De la bouche du recordman de la peine de mort, ces paroles sont rassurantes, n'est-ce pas ?

4 septembre / Le congé de la fête du Travail	
OUVERT	FERMÉ
Bell (service à la clientèle)	Arénas
Biodôme	Banques
Biosphère	Bibliothèque centrale
Centre d'histoire de Montréal	Bibliothèques de quartier
Centre Gadbois	Bibliobus
Cosmodôme	Bourses canadiennes et américaines
Courts de tennis	Bureaux Acoés Montréal
Ferme Angrignon	Bureaux de la Ville de Montréal
Golf municipal	Caisses populaires
Jardin botanique	Centres sportif du Parc olympique
Jardins communautaires	Centre de loisirs
Marché Bonsecours	Chapelle historique du Bon-Pasteur
Marchés publics	Grands magasins
Planétarium	Hydro-Québec (Urgences: Ligne Hydro-Direct 1-800-790-2424)
Pointe-à-Callière, musée d'archéologie et d'histoire de Montréal	Loto-Québec
Société des alcools du Québec	Maisons de la culture
(Les succursales qui demeureront fermées selon leur horaire habituel ou celles qui sont situées dans un centre commercial qui demeurera fermé le lundi de la fête du Travail).	Phonothèque
Terrains sportifs	Piscines extérieures
Tour de Montréal	Piscines intérieures (sauf la piscine du YMCA du Parc, Gadbois et Saint-Charles)
	Société canadienne des postes

Infographie La Presse

La Presse ne paraît pas le lundi 4 septembre

La collecte des ordures ménagères ainsi que la collecte sélective des matières recyclables n'auront pas lieu. Le Centre environnemental Saint-Michel sera fermé le lundi 4 septembre.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h
Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100
Les petites annonces : (514) 285-7111
Sans frais : 1-800-361-5013
Télécopieur : (514) 848-6287
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30
Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30
Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320
Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>
Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne - Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTÉRIES

La quotidienne à trois chiffres : 0-5-4
à quatre chiffres : 9-5-1-8
6/49: 4-6-12-27-28-46 Comp.18
avec extra: 862649

Plein la vue !



MARDI DANS LA PRESSE



Obsédée par la perfection ?

■ Lexus ambitionnait de devenir la Mercedes japonaise. Il y a dix ans, sa LS400, son modèle phare, ne manquait pas d'appas pour nous convaincre qu'elle pouvait se mesurer à la firme allemande. Mais cette obsession à vouloir jouer la plus-que-parfaite s'est exprimée au détriment de sa personnalité. Froide et austère, la LS400 n'était habitée par aucune âme. La LS430 qui lui succède cette année sera-t-elle plus chaleureuse ? Notre chroniqueur Éric Lefrançois a assisté à l'avant-première et nous fait part dans le cahier Auto.

QUESTION DU JOUR

La Presse Service Liaison
Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Les dirigeants des grandes centrales syndicales et de la FIIQ ont-ils raison de dire que Québec n'a pas respecté sa politique de rémunération avec les policiers de la SQ?

Le retour au travail des policiers de la Sûreté du Québec sur les autoroutes qu'ils ne patrouillaient plus vous réjouit-il?
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 69%
Non: 31%

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



Colette Rondeau

Disparue

■ La Sûreté du Québec demande la collaboration du public afin de retrouver Colette Rondeau, 35 ans, disparue depuis 20h45, le 31 août, de son domicile de Saint-Charles-Borromée. Mme Rondeau mesure 1,58 m, a les cheveux blonds et les yeux bleus. Lors de sa disparition, elle portait une salopette bleue, un gilet jaune et des souliers blancs. Toute information peut être communiquée à la SQ.

Saisie de coke à Mirabel

■ Les agents des Douanes et de Revenu Canada ont eu la main heureuse, vendredi soir, lorsqu'ils ont découvert trois valises contenant 125 kg de cocaïne, d'une valeur de 28 millions de dollars. La drogue se trouvait dans des valises abandonnées près d'un carrousel à bagages, qui contenaient chacune 99 paquets de coke. L'attention des douaniers a été attirée par les trois valises qui semblaient avoir été oubliées. Les bagages venaient d'être débarqués d'un vol nolisé de la compagnie Royal en provenance d'Haiti, qui a atterri à Mirabel à 23h. Personne n'a été arrêté et les valises n'étaient pas identifiées. L'enquête a été confiée à la Gendarmerie royale du Canada.

Fermeture de La Ronde

■ La Ronde ferme ses portes pour la saison, demain. Pour terminer en beauté, c'est sur un air de grande fête familiale que le week-end se déroule. Plusieurs activités gratuites sont au programme dont une petite ferme, des maquillages, des cadeaux, des amuseurs publics, des spectacles et le rallye Pikachu. Aujourd'hui, tous les visiteurs qui se présenteront en pyjama profiteront d'un rabais de 50 % du prix d'entrée pour les manèges. À 20h30, ce sera le feu des pyjamas et le parc d'attractions présentera un feu d'artifice de 13 minutes orchestré sur la musique des grands classiques du cinéma jeunesse.

Droque en prison

■ Kurt Nicolas Rougie, accusé du meurtre prémédité de l'agent Alain Forget, de la police de Saint-Hubert, tué au début de la semaine dernière à un barrage policier dressé à la suite d'une tentative de hold-up, a reçu une livraison spéciale, mercredi, moins de deux jours après son incarcération. Alors qu'il se trouvait dans la cour de la prison Rivière-des-Prairies, un homme lui a lancé de la drogue de l'extérieur des murs. Rougie a avalé la substance lorsqu'il s'est aperçu que des gardiens avaient vu ce qui s'était produit.

Homme suicidaire

■ Le pont Jacques-Cartier a été fermé durant près de deux heures, hier matin, lorsqu'un homme dépressif a grimpé jusqu'en haut de la structure d'acier du pont. Les pompiers de la section des araignées du Service de prévention des incendies de Montréal ont réussi à raisonner le malheureux et à le convaincre de descendre. L'homme a été transporté à l'hôpital.

Les obstacles à franchir mardi matin

Retour d'un long congé qui risque d'être pénible pour les travailleurs

RAYMOND GERVAIS

Le retour au travail, mardi matin, après le long congé de la fête du Travail, risque d'être pénible sur le réseau routier montréalais. De nombreux chantiers routiers sont encore ouverts, principalement sur les voies rapides.

Maria Soteriades, porte-parole de Transports Québec, a précisé hier que cinq chantiers routiers sur la Rive-Sud de Montréal risquent de donner des maux de tête aux automobilistes et rappelle que le train de banlieue reliant Mont-Saint-Hilaire au centre-ville serait une bonne solution de rechange.

Le principal chantier se retrouve sur le pont Champlain, aussi bien en direction de Montréal que de la Rive-Sud ainsi qu'à la hauteur de l'île des Soeurs. Une voie sur trois devrait être fermée dans chaque direction. Les travaux devraient être terminés pour la fin septembre.

Sur l'autoroute des Cantons de

l'Est, à Brossard (10), des travaux effectués dans les voies réservées aux autobus font en sorte que les automobilistes devront circuler sur deux voies rétrécies dans chaque direction. Les automobilistes se dirigeant vers l'ouest circuleront à contresens sur la chaussée opposée. Hors des heures de pointe, les automobilistes pourraient se buter à des fermetures partielles. Les travaux devraient prendre fin le 24 novembre.

Sur l'autoroute 13 à la hauteur de Chomedey, à Laval, où les travaux doivent prendre fin à la mi-novembre, les automobilistes doivent s'attendre à des délais entre

les ponts Bisson et Vachon. Durant l'heure de pointe du matin, quatre voies sont disponibles sur le pont Bisson en direction nord et deux voies en direction sud. Entre le boulevard Samson et l'autoroute 440, deux voies en direction nord et quatre voies en direction sud. Sur le pont Vachon, trois voies sont disponibles dans chaque direction. En fin de journée, c'est l'inverse qui se produit.

Sur l'autoroute Décarie, trois voies sont ouvertes en tout temps dans les deux directions. Mais en direction sud, les voies sont rétrécies. Les travaux dureront jusqu'à la fin décembre.

Sur la route 25 à Laval, à la hauteur du pont Lepage qui enjambe la rivière des Mille-Îles, deux voies rétrécies sont disponibles en tout temps jusqu'à la fin octobre.

Sur l'autoroute 40, où les travaux de l'Île-aux-Tourtes se poursuivent jusqu'à la mi-novembre, trois voies

rétrécies sont ouvertes dans le sens de la circulation la plus dense.

Sur l'autoroute Ville-Marie, les travaux se poursuivent jusqu'à la fin septembre. Deux voies sont fermées en permanence entre le tunnel Viger et l'autoroute Bonaventure, en direction ouest, et une voie est fermée en direction est entre les sorties de La Montagne et Berri-Saint-Laurent. Les fermetures complètes se font le soir et la nuit.

Sur la route 112 qui traverse le pont Victoria, les travaux prendront fin vers le 24 novembre et une voie est ouverte dans la direction la plus achalandée alors que l'autre voie est fermée.

Sur les routes 112 et 116, à Saint-Hubert et Longueuil, deux voies sont rétrécies dans chaque direction durant l'heure de pointe. À Saint-Basile-le-Grand, sur la route 116, deux voies rétrécies sont disponibles en tout temps dans chacune des directions.

Transports Québec a mal agi et doit payer

La propriétaire d'une maison historique de Carignan sera indemnisée

ANDRÉ DUCHESNE

Après des années de démarches juridiques, Monique Leclerc, une résidente de Carignan en Montérégie, a récemment eu gain de cause contre le ministère des Transports du Québec qui a exproprié une partie de son terrain situé au cœur d'un arrondissement historique afin d'élargir la route 112.

Mais son calvaire n'est peut-être pas terminé, le ministère songeant maintenant à faire appel.

« Je trouve scandaleux que le ministère songe à un appel, après tout le désastre qu'il a causé ici », raconte Mme Leclerc, propriétaire d'un vaste terrain où se trouvent les bâtiments du « Village historique Jacques de Chambly », mieux connu sous le nom de Village historique de Carignan.

L'endroit n'est pas banal. Il abrite entre autres la maison Saint-Hubert, bâtie en 1745 et restaurée par Mme Leclerc et son époux dans le respect des paramètres du ministère de la Culture. Classée monument historique, la demeure a servi au tournage du film *Kamouraska* de Claude Jutra.

Une autre demeure, la maison Prévost, datant de 1775, et des dépendances sont érigées juste à côté.

Le couple a acquis la maison Saint-Hubert en 1991 de la municipalité de Carignan qui y avait sa mairie. Au moment de l'achat, l'acte de vente ne mentionnait pas d'expropriation projetée sur l'immeuble.

Erreur. Transports Québec avait annoncé des années plus tôt qu'il comptait exproprier environ 3200 pieds carrés de terrain pour l'élargissement de la route 112, une démarche qui ne s'était toutefois pas concrétisée jusque-là. Les travaux furent finalement exécutés à l'été et à l'automne 1991.

Une offre de compensation ridicule

En mars 1996, Mme Leclerc a reçu un avis d'expropriation. En compensation, le ministère lui offrait une somme de 2225 \$ et une autre bande de terrain de 2270 pieds carrés. Cette dernière réclamait plus d'un million de dollars, dont 905 000 \$ en dommages pour désuétude économique, perte d'agrément et perte de valeur économique.

« Ce n'est plus agréable de demeurer ici. Les



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Depuis l'élargissement de la route 112, en face du Village historique de Carignan, Monique Leclerc affirme ne plus bénéficier de la même qualité de vie.

camions lourds passent à longueur de semaine, faisant un bruit terrible », déplore Mme Leclerc. Toujours selon elle, le ministère des Transports n'a eu absolument aucune considération pour la valeur historique des bâtiments.

Elle dénonce également le fait que les travaux ont été réalisés à l'intérieur de l'aire de protection de 500 pieds délimitée autour de l'arrondissement historique, ce qui a occasionné l'abatage de plusieurs arbres centenaires et le déplacement des poteaux d'une ligne d'Hydro-Québec. Les Transports s'étaient cependant entendus avec le ministère de la Culture pour déroger à cette règle.

La cause s'est finalement retrouvée devant le Tribunal administratif du Québec. Dans sa décision, rendue le 25 juillet dernier, l'instance juridique a donné en partie raison à Mme Leclerc, estimant que l'expropriation lui a causé un pré-

judice, notamment au niveau du bruit.

Le ministère des Transports a donc été condamné à verser une somme de 83 964,28 \$ à Mme Leclerc, plus les frais, ainsi qu'une somme de 114 000 \$ à son avocat. Une parcelle de terrain doit également lui être remise.

Une demande faite par la requérante pour l'installation d'un mur pare-bruit a toutefois été rejetée par le tribunal.

N'étant pas totalement satisfaite, Mme Leclerc souhaite toutefois que les choses en restent là. Elle ne veut surtout pas croiser à nouveau le fer avec le ministère des Transports qui, affirme-t-elle, l'a ridiculisée dans toute cette histoire.

Vendredi, une porte-parole, Marjolaine Veillette, a fait savoir que le ministère n'a pas encore décidé s'il va en appeler. « Nous devons évaluer si le montant de la compensation à verser nous paraît juste », a-t-elle indiqué.

LANCE ES COMPTÉ

PATINS C.C.M. TACKS 152 JR
rég.: 119.99
99⁹⁹ JR

PATINS MISSION CONTROL JR
rég.: 129.99
79⁹⁹

JOFA
ENSEMBLE CASQUE ET GRILLE JOFA 395COMBO
rég.: 59.99
49⁹⁹

CCM
GANTS DE HOCKEY C.C.M. M-HG120P SR 15po
rég.: 49.99
39⁹⁹

Sports Rousseau

VILLE ST-LAURENT 612, boul. Ste-Croix (514) 747-6072	POINTE-AUX-TREMBLES 12510, Sherbrooke Est (514) 645-1291	DOLLARD-DES-ORMEAUX 3597, boul. St-Jean (514) 626-7235	GREENFIELD-PARK 3261, boul. Taschereau (450) 926-0660	MONTRÉAL 5916, rue Papineau (514) 274-4429	LAVAL (Méga centre) 4440, aut. Laval (440) (450) 681-8440
--	--	--	---	--	---

LAVAL (Méga centre)

HEURES D'OUVERTURE : MÉGA MAGASIN LAVAL : LUNDI AU MERCREDI DE 9H00 À 18H00, JEUDI ET VENDREDI DE 9H00 À 21H00, SAMEDI DE 9H00 À 17H00 ET DIMANCHE DE 11H00 À 17H00. PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 23 SEPTEMBRE 2000. CERTAINES GRANDEURS OU COULEURS PEUVENT MANQUER DANS CERTAINS MAGASINS. ÉQUIPEMENTS DE GARDIEN SEULEMENT AUX MAGASINS LAVAL, D.D.O., GREENFIELD-PARK ET P-A-T. LES PRODUITS ILLUSTRÉS SERVENT À TITRE DE RÉFÉRENCE ET PEUVENT ÊTRE DIFFÉRENTS DES PRODUITS ANNONCÉS.

ENCAN PUBLIC

CARGAISON LIBÉRÉE PAR DOUANES CANADA

Pour vente aux enchères publiques, article par article, conformément aux lois et règlements du Québec

DANS LA VILLE DE MONTRÉAL
ARTICLES LIBÉRÉS OFFICIELLEMENT
POUR ENCAN

Tapis:

- Qum de soie
- Tabriz avec soie
- Nain avec soie
- Kashan
- Mashad
- Teintures végétales
- Caucasien
- Tribal

Rolex:

- Datejust
- President
- Daytona
- Submariner
- G.M.T. Master

Bijoux:

- Bagues
- Colliers
- Solitaires
- Bracelets

Avec

- diamants
- rubis
- émeraudes
- saphirs

PIAGET
CARTIER
GENEVE

Lloyd's Auction House of Toronto a reçu des instructions strictes des créanciers nantis de liquider les biens restants des collections **À TOUT PRIX**. Tapis persans noués main, chefs-d'oeuvre uniques, tapis neufs et antiques, collection complétée par d'autres oeuvres d'art, telle une sélection de magnifiques huiles sur toile: Groupe des sept, A.J. Casson, A.Y. Jackson, D. Bianco, I. Caffi, R. Battox et bien d'autres. Sculptures de bronze d'artistes connus, porcelaines et articles de collection. Vente comptant sur-le-champ au plus offrant par enchères publiques.

NE RATEZ PAS CETTE OCCASION UNIQUE

EN PREMIÈRE À MONTRÉAL

Emplacement: **HOLIDAY INN**, Montréal, Pointe-Claire
6700, route Transcanadienne Tél.: 514-697-7110

Encan à 14 h • Inspection à 13 h

Chaque pièce est adéquatement étiquetée. Toutes les taxes et droits d'importation ont été acquittés sur ladite marchandise. Identification adéquate exigée à l'inscription, sans frais. Certains articles peuvent être sujets à réserve. Commission d'achat de dix pour cent en sus. Certificat d'exonération de taxe exigé au besoin. Sous réserve d'ajouts ou de retraites.

LUNDI
4
Sept.

100 000 personnes pour la béatification de Jean XXIII et de Pie IX

Agence France-Presse
CITÉ DU VATICAN

Une centaine de milliers de personnes sont attendues dans la matinée d'aujourd'hui place Saint-Pierre, à Rome, pour la cérémonie de béatification par Jean Paul II des papes Jean XXIII et Pie IX et de trois autres religieux.

En près de 22 ans de pontificat, Jean Paul II a béatifié 990 « serviteurs de Dieu » et canonisé 296 saints, chiffres record.

La proclamation comme bienheureux de l'Église de Jean XXIII (1958-1963), le « pape bon », n'est pas contestée parce qu'il représente une Église ouverte à la société et au dialogue, et engagée sur la voie de la modernité.

Celle de Pie IX (1846-1878), le « pape roi », considéré généralement comme le pape de l'obscurantisme catholique, a provoqué une controverse en Italie et choqué nombre de catholiques, en France notamment, par sa simultanéité.

Bien que bref, le pontificat d'Angelo Giuseppe Roncalli, a été marqué par l'ouverture d'un dialogue avec les non chrétiens et les non croyants ainsi qu'avec les juifs et par le lancement du concile Vatican II.

Considéré comme libéral lors de son élection un siècle plus tôt, Giovanni Maria Mastai Ferretti, dont le règne fut le plus long de l'histoire, a pour point commun avec Jean XXIII d'avoir lui aussi convoqué un concile, Vatican I.



PHOTO AFP

Une religieuse examine des livres portant sur la vie des papes Jean XXIII et Pie IX dans la vitrine d'une librairie. Les deux papes seront béatifiés aujourd'hui, à Rome.

Mais il est davantage connu pour ses sentiments antisémites. Sa béatification quelques mois seulement après la visite de Jean Paul II aux Mur des lamentations à Jérusalem a d'ailleurs provoqué un malaise avec la communauté juive.

Auteur du « Syllabus », condamnant pêle-mêle le libéralisme, le socialisme, le communisme et les doctrines niant la souveraineté

temporelle des papes, Pie IX a aussi proclamé l'immaculée conception de Marie et l'infailibilité des papes. Ces deux dogmes constituent une entrave à la réconciliation des chrétiens et Jean Paul II n'y a pas touché bien qu'il ait fait de la promotion de l'œcuménisme une des constantes de son pontificat.

Le boulevard Pie-IX doit son nom à l'ancien maire Alphonse Desjardins

ANDRÉ DUCHESNE

Si Montréal a un boulevard Pie-IX, du nom du controversé souverain pontife qui sera béatifié aujourd'hui à Rome, c'est la faute à... Alphonse Desjardins.

Non, non, pas le Alphonse que vous croyez. Pas celui qui, en 1900, a fondé la première caisse populaire, à Lévis en banlieue de Québec.

« Le Alphonse qui a donné son nom au boulevard Pie-IX était un homme d'affaires prospère, maire de Montréal durant un an, ministre fédéral et président de la Banque Jacques-Cartier, institution devenue par la suite la Banque Provinciale », raconte Paul-André Linteau, professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal et auteur d'une *Histoire de Montréal* publiée il y a quelques années.

En fait, selon M. Linteau, Alphonse Desjardins était propriétaire de vastes terrains dans le village de Maisonneuve lorsqu'il a donné le nom de Pie-IX à cette artère nord-sud, au XIX^e siècle. C'était avant que Maisonneuve soit annexée à Montréal, en 1918. Comme pour plusieurs autres rues, le nom est demeuré.

Avec Jean XXIII (pape de 1958 à 1963), Pie IX sera donc béatifié aujourd'hui par Jean-Paul II. Si l'accession du premier au rang des bienheureux fait l'unanimité, celle du second suscite pas mal de grogne.

C'est que son pontificat, de 1846 à 1878, est loin d'avoir fait l'unanimité. Reconnu pour son conservatisme et dénoncé par la communauté juive pour avoir baptisé de force un jeune Juif dans les années 1850, Pie IX est aussi celui qui a proclamé le dogme de l'infailibilité papale.

Pourquoi alors Alphonse Desjardins a-t-il retenu son nom pour une des rues qu'il a construites sur ses terrains, demanderez-vous? Tout simplement parce qu'il était un fervent partisan des doctrines de Pie IX.

« Desjardins était lié au courant des ultramontains, ce groupe d'individus favorables à une autorité du pape plus forte et proche du Parti conservateur, poursuit Paul-André Linteau. Alors que le pape se battait pour la défense de ses territoires (les États pontificaux), il a appuyé l'envoi de zouaves (soldats du Vatican) canadiens à Rome. J'imagine que le lien est là. »

D'ailleurs, ce n'est sans doute pas le fruit du hasard si, au sud de l'avenue Pierre-de-Coubertin, le boulevard Pie-IX et l'avenue Desjardins sont parallèles et l'une à côté de l'autre.

Outre son boulevard, Montréal a bien sûr sa station de métro Pie-IX. Un pont Pie-IX enjambe la rivière des Prairies au nord de l'île. Et Jean XXIII? Les villes de Verchères, Saint-Hubert et Laval ont, entre autres, donné son nom à une de leur artères.



Le pape Pie IX

Bernard DEROME

*a des idées
plein la tête.*

Tous les dimanches à 13 h

Réalisation-coordination : Jean Gagnon

Les femmes et la guerre

Du 3 septembre au 5 novembre

Qu'est-ce que la culture?

Du 12 novembre au 17 décembre

100,7 fm
montréal
chaîne culturelle
Radio-Canada

NOUVELLE TÊTE,
SIGNÉE Biodôme

Hocco à face nue, Amérique du Sud

Ville de Montréal

BIODÔME
DE MONTRÉAL



2886523

Garderies privées: Québec supprime l'aide aux démunis... et oublie de les aviser

MARTINE ROUX

Faisant fi des interminables listes d'attente pour les places à 5 \$ en garderie, le ministère de la Famille et de l'Enfance vient d'abolir un programme d'aide financière destiné aux familles pauvres. Mais il n'a jugé bon d'en avertir les parents que... trois semaines avant la rentrée.

Mère d'une fillette de quatre ans et demi, Louise Sébastien a appris le 11 août dernier qu'il lui en coûterait chaque semaine 135 \$ au lieu de 54,30 \$ si sa fille continuait à fréquenter une garderie privée du Plateau Mont-Royal après le 1^{er} septembre. La raison ? Comme tous les enfants de moins de cinq ans, la fillette peut bénéficier du programme de « places à contribution réduite » — les garderies à 5 \$ — dans les services de garde du Québec, écrivait la fonctionnaire.

Le hic, c'est qu'environ 80 000 enfants québécois sont inscrits sur les listes d'attente des garderies à 5 \$, qui s'étirent parfois jusqu'à 12, 18 ou 24 mois ! A alors commencé un véritable marathon pour la maman, une jeune graphiste aux revenus modestes qui vit séparée du père de son enfant.

« J'ai pris deux jours de congé pour régler la situation. Récemment, on a fini par lui trouver une place à la maternelle dans une école du quartier. Ça n'enlève rien à l'aberration de la situation dans laquelle la décision du ministère nous a plongés. »

Cette décision ne date pas d'hier, peste Mme Sébastien. Au ministère, où elle s'est empressée de demander des explications, on lui a répondu que les propriétaires de gar-

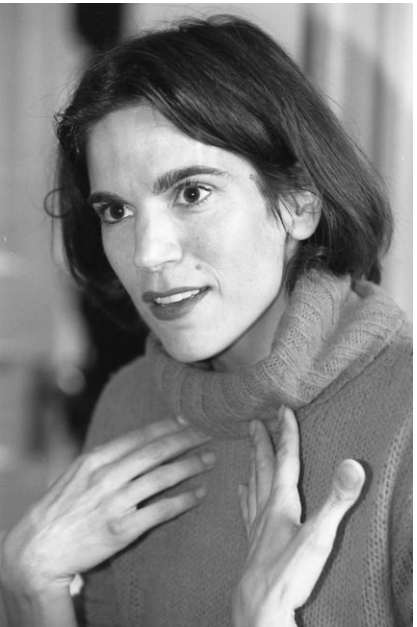


PHOTO ALAIN ROBERGE, La Presse

« Le ministère pensait que les garderies allaient vous prévenir de l'abolition du programme d'aide financière... » a-t-on répondu à Louise Sébastien à moins de trois semaines de la rentrée.

deries étaient au courant des changements depuis un an et qu'« on pensait qu'ils allaient prévenir les parents » !

« Le ministère et la garderie se renvoyaient la balle en prenant les parents en otage ! C'est vrai, la garderie aurait dû nous prévenir. Mais il reste que c'est le ministère de la Famille et de l'Enfance qui accorde ces subventions. »

Une quinzaine d'autres parents de la garderie recevaient aussi des

subventions, indique-t-elle. « Heureusement, ma fille est assez vieille pour fréquenter la maternelle, même si nous avions décidé a priori de la laisser encore un an à la garderie, explique la mère. C'est différent pour les enfants plus jeunes... »

Au bureau de la ministre déléguée à la Famille et à l'Enfance, Nicole Léger, on se gardait hier de préciser pourquoi les bénéficiaires du programme avaient été avisés à la dernière minute de cette « transition ». Toutefois, les parents peu fortunés pourront utiliser les crédits d'impôt pour alléger leurs frais de garde en attendant qu'une place à 5 \$ se libère, a rétorqué l'attaché de presse Stéphane Perreault.

« Ils peuvent avoir accès à un crédit d'impôt anticipé à même le chèque de paie, assure-t-il. Tout le monde y a accès. »

Louise Sébastien affirme pourtant avoir obtenu un son de cloche différent au ministère du Revenu. « On m'a expliqué qu'il n'était pas certain que le crédit d'impôt soit maintenu pour l'année 2000. Il n'y a aucune garantie. »

Au moment de sa disparition, le programme d'exonération et d'aide financière touchait environ une centaine de personnes, a expliqué l'attaché de presse. Selon lui, seules une vingtaine de garderies privées subsistent au Québec et la plupart sont situées dans les milieux aisés de Montréal et de Québec.

Ce qui est loin de rassurer la graphiste, qui a écrit à la ministre pour exiger des explications. « Ça fait peut-être 100 personnes mal prises à cause d'une absurdité et d'un manque de tact. »

Nouvelle tempête au-dessus l'Atlantique

■ La tempête tropicale Ernesto, la cinquième de la saison ouragan 2000, s'est formée tôt hier au-dessus de l'océan Atlantique, ne présentant aucune menace immédiate pour le continent, a annoncé le centre de météorologie de Miami.

« C'est une petite tempête tropicale », a expliqué Eric Blake du centre national des ouragans basé à Miami.

Hier, les vents les plus forts de cette nouvelle tempête soufflant dans un rayon de 185 kilomètres étaient enregistrés à 64 km/h.

Ernesto était localisé à 965 kilomètres au large des îles Sous-le-Vent (archipel des îles de la Société en Polynésie française) et à 2900 kilomètres au sud-est de l'État de Floride, se déplaçant vers le nord-ouest à une vitesse de 24 km/h.

DERNIER AVIS

MARCHANDISES SAISIES POUR DÉFAUT DE PAIEMENT

ENCAN PUBLIC

ENTREPÔT DE FRET MARITIME DE MONTRÉAL

MARCHANDISES DE VALEUR SAISIES PAR LES DOUANES

TAPIS ORIENTAUX NEUFS IMPORTÉS, NOUÉS À LA MAIN EN IRAN, TURQUIE, RUSSIE ET INDE. EN PLUS D'AUTRES TAPIS PERSANS ET

ROLEX — CARTIER — PIAGET — SUPERBES BIJOUX

ROLEX PRESIDENT POUR HOMME, OR JAUNE 18 CARATS, AVEC DIAMANTS

ARTICLES DÉDOUANÉS — DROITS D'IMPORTATION ACQUITTÉS

Date : le lundi 4 septembre 2000 — Encan à 14 h

Inspection publique et inscription à compter de 13 h

Lieu : Entrepôt de fret maritime de Montréal

285, rue Prince

Prendre McGill vers le sud, tourner à droite sur William puis à gauche sur Prince.

Chaque pièce est adéquatement étiquetée. Toutes les taxes et droits d'importation ont été acquittés sur ladite marchandise. Identification adéquate exigée à l'inscription. Certains articles peuvent être sujets à réserve. Commission d'achat de 15 % en sus. Sous réserve d'ajouts ou de retrais. Paiement : argent comptant ou chèque visé, Visa, MasterCard, American Express, Interac. Heritage Auctioneers C.A.G.A., 1-800-396-9236

289513

Une cérémonie sereine pour les proches des victimes du vol 111 de Swissair

Presse Canadienne
BAYSWATER, N.-E.

Une cérémonie simple, mais touchante, et le dépôt de gerbes de fleurs sur le lieu de l'écrasement ont marqué, hier, le second anniversaire de la tragédie qui a frappé le funeste vol 111 de Swissair.

Quelque 70 personnes ont assisté au service anniversaire qui s'est déroulé juste à côté d'un monument commémoratif permettant d'apercevoir le lieu de l'écrasement de l'avion.

La cérémonie était toutefois plus modeste que celle qui s'était tenue l'an passé. Quelque 650 personnes s'étaient alors déplacées jusqu'à Bayswater, une petite communauté de la baie St. Margaret, pour se recueillir sur les noms de leurs chers disparus, gravés sur une dalle de granit de la Nouvelle-Écosse.

Certains proches des victimes se tiennent quant à eux à l'écart des cérémonies annuelles organisées par l'association des familles des victimes, préférant assister à des services privés et se recueillir seuls sur le monument commémoratif.

Des prières chrétiennes et hindoues ont été lues au cours du rassemblement, qui s'est tenu sous un ciel pluvieux et sombre. Des représentants de l'Association internationale des familles du Swissair 111 ont déposé des gerbes de fleurs et un homme a allumé un cierge solitaire.

Célébrités...

M. André Dufault prend sa retraite après 15 ans à la direction générale du Collège Saint-Hilaire.

Le Conseil d'administration et tout le personnel du Collège veulent profiter de cette occasion pour souligner ses grandes qualités d'éducateur et d'administrateur.

Nous lui souhaitons nos meilleurs vœux pour une retraite bien méritée.

Célébrités...

Pour plus de renseignements
285-6999 ou 285-7274

La Presse

Appels interurbains sans frais : 1 (800) 361-5013

289518

Zellers

Nouveau!

AVANTAGES 55

Le mardi 5 septembre 2000

Devancé au lundi 4 septembre à cause de la fête du Travail

Désormais, nous incluons dans notre journée mensuelle des aînés les personnes de 55 ans et plus*!

Notre prochaine journée Avantages 55 aura lieu le lundi 2 octobre 2000.

10%

DE RABAIS**

Le rabais s'applique à tous les articles à prix ordinaires, de solde ou de liquidation dans tous les rayons, y compris les produits de santé (sauf les ordonnances)*, le restaurant Zellers et le salon de coiffure Magicuts chez Zellers.

DE PLUS, CAFÉ ET MUFFINS sont offerts GRATUITEMENT l'avant-midi, de l'ouverture jusqu'à 11 heures.

* Avec pièce attestant l'âge.

** Certaines exceptions s'appliquent.

Précisions au comptoir du service à la clientèle.

† Sujet aux lois fédérales et provinciales.

UTILISEZ VOTRE CARTE ZELLERS ET OBTENEZ PLUS DE POINTS DU CLUB Z POUR CHAQUE DOLLAR D'ACHAT

+

L'homme qui a vu l'ours...



Richard Chartier

Cet après-midi-là, nous nous étions enfoncés par-delà le flanc nord du mont Sainte-Anne et depuis un moment, j'avais perdu de vue mon ami Pierre, emporté loin devant par son enthousiasme.

Je crapahutais distraitement sur le vélo de montagne qu'on m'avait prêté, les yeux occupés à lire les accidents du sentier, heureux de n'être pas au bureau, quand subitement Pierre s'est ramené en trombe, surgissant des profondeurs de la forêt, le visage pâle, le verbe bref : « Je viens d'arriver face à face avec un ours. Vite, on vire de bord ! »

Sur le coup, je ne me suis pas rendu compte que j'étais devenu l'homme qui a vu l'ours. C'est quand même quelque chose et vous avez bien raison d'être un peu jaloux. Dommage qu'on ne nous ait pas chronométrés, ce jour-là, Pierre Duchesne et moi avons sûrement battu un record de vitesse en ralliant Saint-Ferréol-les-Neiges.

C'était la belle époque où j'initiais mon copain le bassiste aux joies du plein air. C'était le fun, car il trouvait difficiles des choses que je trouvais faciles, taraaaam ! — aujourd'hui c'est une autre affaire, mais bon...

Pierre racontait son histoire d'ours avec une certaine frayeur et le gars du parc l'a un peu désarçonné en lui lançant : « Moi, ça fait des années que je me promène dans ces sentiers et j'ai jamais vu un ours. T'es vraiment chanceux ! »

Le lendemain, mon Pierre était tout content que je lui présente un autre Pierre, Harvey celui-là, à qui nous avons révélé notre projet de nous lancer dans les chemins forestiers et les sentiers de la traversée de Charlevoix. Harvey, qui n'aime que les divertissements difficiles, a avoué à Duchesne : « Je rêve de faire une course dans ce genre de terrain, de Chicoutimi à Beaufort. »

Drette là, sous nos yeux, le raid



PHOTO La Presse

Le sous-sol de la maison de Longueuil où vivent Pierre Duchesne et Claire Pelletier en compagnie de leur fille Lysandre se divise en deux : le studio d'une part et, à peine plus petit, l'atelier où trônent les vélos, les skis et tous les outils et accessoires qui vont avec.

Pierre Harvey était en train de naître dans la tête de Pierre Harvey. Pierre Duchesne, qui depuis a participé au raid Pierre Harvey, se souvient de ce moment historique comme si c'était hier.

Cette année-là, j'ai aussi initié Pierre — vous devinerez aisément le quel — au ski de fond. Parce qu'il est un excessif de nature, ou peut-être devrait-on dire un passionné, mon bon ami s'est lancé dans ces sports avec une énergie peu commune et il a pris du galon au point qu'aujourd'hui, dans la cuisine de la maison, à Longueuil, les médailles qu'il a remportées en compétition sont aussi nombreuses que les Félix que lui a décernés le monde du spectacle. Homme de pistes s'il en est...

Bien sûr, vous connaissez Pierre Duchesne, un Bleuett originaire de Métabetchouan. Non ? Allons donc, vous l'entendez tous les jours à la radio et son nom est écrit quelque part dans votre maison. Quand vous entendez les plus récents Ri-

chard Séguin, Claire Pelletier, Kevin Parent, Richard Desjardins, Laurence Jalbert, pour ne nommer que ceux-là, c'est Pierre qui a fait les arrangements musicaux, les enregistrements, les mixages et le café. Et la basse, qui a été sa première spécialité.

« Je n'ai fait aucun sport, aucun exercice avant la trentaine, rien, raconte-t-il. J'ai commencé à en faire à l'époque où je travaillais avec Roch Voisine. Il y avait du stress, c'était heavy, c'était de la mauvaise pression, dans le groupe de musiciens on nous faisait vivre le star system, on ne pouvait s'adresser directement à la vedette.

« Quand je me suis mis à faire du sport, ma vie professionnelle a pris son élan. Je ne pourrais plus m'en passer. »

Dans le monde du spectacle et de la chanson, Pierre Duchesne est considéré comme un animal un peu curieux qui se ressource au sport plutôt qu'à l'alcool et s'enivre d'air frais. « Dans le milieu artistique, la

tendance, au mieux, c'est le YMCA, le gymnase. Le guitariste et réalisateur comme moi, Rick Haworth, est un cycliste, Paul Piché aussi fait du vélo, mais il ne s'est jamais rendu au studio autrement qu'en camionnette malgré ses promesses répétées, Richard Séguin est un marcheur infatigable. » Et sa compagne, Claire Pelletier, qui a finalement été inoculée et qui fait, elle aussi, du vélo et du ski, surtout du skating, ce qui est tout à fait — et c'est le moins qu'on puisse dire — sportif.

Pierre Duchesne exerce avec talent et compétence une spécialité qui ne court pas les rues. Il est un artiste très apprécié. Ses clients ont des exigences excessivement élevées. Pour eux, le moindre accroc est une raison suffisante d'aller voir ailleurs.

« En vélo ou en ski, je trouve parfois les bouts de mélodies qui me manquaient. Pendant un effort intense, le cerveau compense, il pense à autre chose et c'est comme ça, sous l'effet du deuxième souffle,

que peut me venir un bout de texte ou une phrase musicale.

« En ski surtout et en vélo aussi, je suis un peu solitaire. » C'est peut-être aussi à cause de cela que l'inspiration l'accompagne dans ses sorties...

Notre « artistathlète » tient cependant à souligner ceci : « Le sport, pour moi, ce n'est pas du dévouement. C'est une soupape, je veux bien, mais j'en fais parce que j'aime l'effort et ce qu'il y a autour, que ce soit la mécanique ou le fartage. »

Le sous-sol de la maison de Longueuil — où vivent Pierre Duchesne et Claire Pelletier en compagnie de leur fille Lysandre — se divise en deux : le studio d'une part et, à peine plus petit, l'atelier où trônent les vélos (montés en Dura-Ace, excusez-nous), les skis et tous les outils et accessoires qui vont avec.

Claire : « Pierre peut consacrer un après-midi complet au fartage de ses skis. »

« Une fois, lors d'une tournée en Abitibi avec Séguin, j'ai été attiré par une compétition de ski. Je m'y suis inscrit, je me suis bien amusé et j'ai même gagné une médaille d'argent dans ma catégorie. Le soir, j'étais en concert.

« L'hiver dernier, je suis même passé à ça d'encaisser un chèque après une course ! » dit-il fièrement.

Il y a quelques semaines, j'ai accompagné Pierre lors d'une sortie matinale à vélo. Après avoir suivi les péripéties du Tour de France en direct sur Internet et avalé un bon espresso dont il a le secret, il m'a fait découvrir un de ses circuits qui le mène, grosso modo, à faire une boucle autour du mont Saint-Bruno à partir du parcours du Cerf, à Longueuil.

« Une quarantaine de kilomètres très roulants avec des coins jolis, comme la côte Trinité et certains rangs à Sainte-Julie, Saint-Basile-Grand. Et des horreurs, comme certaines connexions de pistes cyclables et le rectiligne et sans accotement boulevard de Mortagne, la seule voie de retour de Saint-Bruno à Longueuil. Je fais ça normalement en 1h12. Après ça, je peux travailler en studio de une heure de l'après-midi à minuit, une heure du matin, ou jusqu'à épuisement. Ça ne me dérange pas. »

Pierre Duchesne travaille fort, mais il ne fait que des choses qu'il aime. S'il est le musicien des musiciens et s'il est devenu au fil du temps un bon ami de Pierre Harvey, ce n'est pas le fruit du hasard ou de la chance.

Il expliquera tout par cette passion qui, jusqu'ici, lui a donné bien raison.

Courriel
rchartie@lapresse.ca

Le martinet ramoneur a appris à cohabiter avec l'homme

À TIRE D'AILE

Au cours des derniers dimanches, La Presse, en collaboration avec le Biodôme de Montréal, a publié des chroniques sur les oiseaux. Voici la dernière chronique de l'été.

MARTINE LAGACÉ
collaboration spéciale

Il vous est sûrement déjà arrivé de voir virevolter, très haut dans le ciel, des oiseaux à la recherche de nourriture. Comme ils volent beaucoup trop haut pour que vous parveniez à les distinguer, vous concluez spontanément que ce sont certainement des hirondelles. Il se pourrait cependant que vous fassiez erreur et qu'il s'agisse d'une autre espèce d'oiseau. Laquelle ? Le martinet ramoneur.

Il est vrai que les deux oiseaux peuvent se ressembler, mais il suffit de porter une attention particulière à l'anatomie du martinet pour constater que quelques caractéristiques le distinguent de l'hirondelle : ailes plus longues et plus effilées, bien que leur extrémité soit plus arrondie. Ses battements d'ailes extrêmement rapides et saccadés en vol constituent une autre caractéristique du seul représentant de la famille des apodidés au Québec.

Au fait, d'où tient-il son nom de ramoneur ? Le martinet nichait autrefois dans les cavités des arbres et dans les cavernes. D'ailleurs, quelques-uns d'entre eux utilisent encore ces abris naturels. Mais à l'instar de plusieurs espèces d'oiseaux, le martinet ramoneur a su tirer profit des constructions érigées par les êtres humains. On le trouve donc aussi dans les entretoits, les murs et les cheminées.

Ces nouveaux domiciles lui ont valu plusieurs noms : martinet des cheminées, hirondelle des cheminées et martinet ramoneur. Le mar-

tinet construit son nid à l'aide de brindilles qu'il assemble et qu'il fixe à une paroi verticale avec sa salive. Comme il niche souvent en colonies, il n'est pas rare que l'on trouve dans certaines grandes cheminées inutilisées d'importants sites de nidification de même que des dortoirs qui lui servent de lieux de rassemblement, le soir venu.

Les privilégiés ayant pu être témoins du spectacle vous le diront : le retour des martinets à leur lieu de rassemblement après une longue journée de chasse à l'insecte est impressionnant. Des centaines de martinets peuvent tourbillonner quelques minutes dans le ciel au-dessus d'une cheminée pour ensuite soudainement tous disparaître, en l'espace de quelques secondes seulement, à l'intérieur de celle-ci comme s'ils y avaient été aspirés !

Mais comment le martinet fait-il pour tenir sur une paroi verticale ? Il n'est pourtant pas un cousin de l'homme araignée ! Les oiseaux ont différents types de pieds selon qu'ils sont marcheurs, nageurs ou percheurs. Chez le martinet ramoneur, tous les doigts de pied sont orientés vers l'avant (pieds pampodactyles), ce qui lui permet de s'agripper fermement aux murs contre lesquels il niche ou se repose. Ses ailes lui servent ensuite de points d'appui.

En cette période de l'année où les jours raccourcissent, certains oiseaux nous quittent déjà pour la migration automnale. C'est le cas des martinets ramoneurs dont plusieurs individus partent dès la fin du mois d'août. Et la raison en est bien simple : les martinets se nourrissent d'insectes au vol. Avec l'arrivée de l'automne, les insectes se situent davantage sur le sol ou dans les bosquets. Trouvant de moins en moins de nourriture dans les airs, les martinets doivent nous quitter plus tôt pour l'Amérique du Sud où ils hivernent. Il ne nous reste qu'à attendre patiemment leur retour au mois de mai !

Les chicots : source de vie

On nomme chicots les arbres morts encore debout. Ils constituent une ressource primordiale pour la survie de plusieurs espèces animales. Comme on considère souvent les arbres morts comme une nuisance — alors qu'ils sont au contraire synonymes d'une forêt saine — on a une tendance à les abattre un peu trop rapidement.

Pourtant, les arbres morts de bonnes dimensions peuvent rester debout et abriter bien des êtres vivants pour des dizaines d'années encore avant de retourner au sol sous forme de matière organique ! En ville comme en forêt, les chicots sont essentiels à la faune ailée pour la nidification, l'alimentation, le repos (perchoir) et comme poste d'observation.

Au moins une quarantaine d'espèces d'oiseaux utilisent les chicots au Québec. Le martinet ramoneur est l'une de ceux-là. Il fait partie de la vingtaine d'espèces d'oiseaux qui établissent leur nid dans des cavités déjà creusées dans les arbres morts et abandonnés. Le martinet réutilise donc les trous creusés dans le bois par d'autres espèces d'oiseaux tels les pics, les sittelles et les mésanges. Quelques autres espèces (grand héron, balbuzard pêcheur) construisent leur nid en plate-forme au sommet des arbres morts. Enfin, il va sans dire que nos oiseaux insectivores, dont les pics, les sittelles, les mésanges, les grimpereaux, les troglodytes, se régaleront des provisions de nourriture que procurent les chicots en état plus ou moins avancé de décomposition. Alors, qu'on se le dise. Installer des nichoirs artificiels pour favoriser la nidification de certaines espèces d'oiseaux c'est bien, mais conserver les arbres morts debout dans les cours arrière, les parcs et les forêts, c'est mieux. Il s'agit d'une richesse naturelle inestimable !

L'auteur est membre de la Société des amis du Biodôme de Montréal.



Le petit-duc maculé utilise les cavités des chicots pour nicher et dormir le jour.

Concours

Courez la chance de gagner une paire de billets pour le Biodôme de Montréal et trois exemplaires du livre *Secrets d'oiseaux*, du journaliste de *La Presse* Pierre Gingras (gracieuseté de la maison Du Jour, éditeur), en répondant correctement à la question suivante :
À quel oiseau peut ressembler le martinet ?

Retournez votre réponse à : Concours oiseaux La Presse- Biodôme de Montréal, 4777, avenue Pierre-De Coubertin, Montréal (Québec) H1V 1B3

Nom : _____ Prénom : _____
Âge : _____ App. : _____
Adresse : _____ Code postal : _____
Ville : _____ Tél. rés. : _____ Tél. trav. : _____
(le nom du gagnant sera tiré chaque vendredi suivant la parution de l'article; le gagnant sera avisé par téléphone et recevra les billets par la poste)

À voir au Biodôme

Cet été, envolez-vous en famille au Biodôme de Montréal, en visitant deux expositions nature: Mexique au naturel et Monarca... Papillon sans frontières

Les déboires d'Air Canada ont ruiné des projets de vacances et transformé les voyages d'affaires en enfer cet été. La Presse se penche sur les conséquences de la fusion de la compagnie aérienne montréalaise avec Canadien, qui crée un colosse dominant 80 % des vols intérieurs au pays. Voici le deuxième volet de notre série.

Un chapelet d'aéroports-forteresses



Mathieu Perreault

À la faveur de sa fusion avec Canadien, Air Canada se retrouve avec un chapelet d'aéroports-forteresses, dont elle assure la grande majorité des vols. Depuis une dizaine d'années, des études américaines montrent que les tarifs des vols passant par ces aéroports-forteresses sont jusqu'à 40 % plus élevés.

À Dorval, Air Canada ajoute les quatre passerelles de Canadien à ses 16 pour contrôler la moitié des 43 passerelles de l'aéroport. Des 86 passerelles de l'aéroport Pearson de Toronto, 20 % étaient à Canadien et la moitié à Air Canada. Ces chif-

fres ne comprennent pas les filiales régionales d'Air Canada, comme Air Alliance, Air Nova ou Air Ontario. « On peut considérer qu'Air Canada aura un chapelet d'aéroports-forteresses au pays, dont trois plaques tournantes à Toronto, Montréal et Vancouver », dit Douglas Reid, professeur de commerce à l'Université Queens. Air Canada dominera ainsi 80 % des vols intérieurs canadiens.

Le professeur d'économie Severin Borenstein, de l'Université de Californie à Berkeley, s'intéresse depuis une dizaine d'années aux effets des aéroports-forteresses sur les tarifs. Pour lui, il n'y a pas de doute : les aéroports-forteresses font augmenter les tarifs aériens de 30 à 40 % pour tous les vols qui arrivent, partent ou transitent par ces installations aéroportuaires.

« Il est très difficile pour une nouvelle compagnie aérienne de desservir un aéroport-forteresse, dit-il en entrevue téléphonique. Les programmes de fidélisation des passagers et des voyageurs, ainsi que les ententes exclusives de rabais d'affaires forment des outils de marketing anticoncurrence très effi-

caces, beaucoup plus efficaces que lorsqu'il n'y a pas de compagnie aérienne dominante dans un aéroport. »

Air France a justement dénoncé en juin dernier, devant le comité des transports du Sénat, le fait qu'Air Canada lie les surcommissions aux voyageurs à la fois aux vols intérieurs et aux vols internationaux.

M. Borenstein a suivi avec intérêt les tribulations d'Air Canada depuis un an. Selon lui, sans action gouvernementale, il est pratiquement inévitable que les tarifs grimpent. « Vous allez connaître tous les problèmes de tarifs élevés que les États-Unis connaissent depuis que les aéroports-forteresses sont apparus. »

United Airlines a établi sa forteresse à Chicago et American Airlines, à Dallas. Au Minnesota, le quotidien *Minneapolis Star Tribune* égrène depuis 1995 les études prouvant que ses lecteurs de St. Paul et Minneapolis, forteresses de Northwest Airlines, paient leurs billets d'avion beaucoup trop cher. Le gouverneur du Minnesota a même réclamé l'aide du gouverne-

ment fédéral pour ramener Northwest à la raison.

Trop peu d'études

Les études crédibles qui concluent que les passagers des aéroports-forteresses ne paient pas plus cher pour leurs billets ne sont pas légion, a-t-on constaté au fil d'une demi-douzaine d'entrevues avec des économistes spécialisés dans le transport aérien.

Douglas Reid, lui, n'en connaît qu'une, coréalisée par Clifford Winston, un économiste de l'Institut Brookings de Washington. Severin Borenstein, pour sa part, en a consulté une autre, mais ajoute que les deux études « n'ont pas été publiées dans des journaux révisés par des pairs, comme les miennes et d'autres qui montrent que les aéroports-forteresses sont liés à des tarifs plus élevés ».

Selon Clifford Winston, les tarifs aériens des 24 aéroports étudiés ne dépendent pas tant de l'existence d'un aéroport-forteresse que de la présence d'un géant des vols à rabais, en l'occurrence Southwest Airlines. Les billets coûtaient 23 % de plus en 1998 dans les 12 aéro-

ports-forteresses étudiés, mais en tenant compte seulement des aéroports ordinaires non desservis par Southwest, l'ensemble des aéroports-forteresses avaient des tarifs 6 % plus bas.

M. Winston soutient aussi que le concept de plaque tournante aéroportuaire est en déclin. Les compagnies aériennes tentent depuis une dizaine d'années de concentrer leur service de manutention en un seul endroit, ce qui les oblige à faire transiter leurs vols par cet aéroport, une plaque tournante qu'ils finissent par transformer en forteresse.

Entre 1991 et 1998, note M. Winston, la part de marché du transporteur dominant dans six des 12 aéroports-forteresses étudiés a baissé, alors qu'elle augmentait dans trois.

L'utilisation au Canada des études américaines sur les aéroports-forteresses pose un problème, selon Douglas Reid, de Queens. « Comme Air Canada n'a pas vraiment de concurrent, on pourra difficilement comparer les prix. » En juin dernier, Statistique Canada notait que l'arrivée de Westjet dans l'Ouest en 1996 avait fait baisser les tarifs aériens de 10 % par rapport à ceux de l'Est.

La compétition choisit ses niches

MATHIEU PERREAULT

La guerre des prix dans le corridor Montréal-Toronto étonne les experts. C'est que les nouveaux joueurs du transport aérien ont intérêt à occuper des « niches » qui intéressent moins la compagnie aérienne dominante, selon les économistes interviewés par *La Presse*.

La semaine dernière, Canjet et Royal Aviation ont sauté dans l'arène. Royal fait passer à sept vols quotidiens sa capacité entre Montréal et Toronto, alors que Canjet fait ses premiers pas dans ce corridor. Les deux lignes offriront l'aller-retour à 200 \$, la moitié du prix régulier d'Air Canada. Tant Canjet que Royal sont des poids plumes comparés à Air Canada.

« Habituellement, la stratégie des nouveaux venus est d'éviter les confrontations avec le joueur dominant », commente Peter Belobaba, professeur à la maîtrise en gestion de l'aviation de l'Université Concordia. « Ça a été la stratégie de Westjet, dans l'Ouest. Le marketing de niche est aussi à la base du succès de Southwest Airline, une entreprise américaine qui réussit bien. Greyhound Air et Vistajet, deux compagnies canadiennes disparues, montent bien qu'il est très dur pour un nouveau joueur de percer le marché. »

Westjet profite aussi de la surveillance gouvernementale accrue des pratiques commerciales d'Air Canada, qui ne peut lancer une filiale à rabais dans l'Est du pays avant septembre 2001 pour lui faire concurrence. Canada 3000, de Toronto, a acheté quatre nouveaux Airbus. Rootsair, cofinancée par la chaîne de magasins de vêtements, compte aussi lancer un service entre les deux plus grandes villes canadiennes. Mais M. Belobaba note qu'il s'agit encore là d'une niche, puisque Rootsair, qui a retardé son lancement de novembre à avril, visera seulement les hommes d'affaires.

Aux États-Unis, Southwest a commencé à desservir des corridors importants, mais toujours en évitant l'aéroport principal, selon Severin Borenstein, professeur d'économie à l'Université de Californie à Berkeley. « En Californie, Southwest a évité San Francisco ou Los Angeles pour desservir Burbank, près d'Oakland. Ils sont à Providence, pas à Boston, et à Baltimore, pas à Washington. »



Michel Leblanc



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Dorval, un aéroport international mais, surtout, un aéroport-forteresse d'Air Canada.

Retour vers la réglementation?

MATHIEU PERREAULT

Invasion du marché canadien par les sociétés aériennes américaines, obligation de maintenir les tarifs d'une guerre de prix pendant cinq ans, interdiction des programmes de fidélisation par points : les solutions radicales ne manquent pas pour stimuler la concurrence dans les aéroports. Mais le ministre fédéral des Transports, David Collette, a refusé d'aller aussi loin. Il se contente de veiller à ce qu'Air Canada ne profite pas de son quasi-monopole pour hausser les tarifs, négliger le service et étouffer la compétition.

« Aucune réglementation gouvernementale ne peut remplacer la concurrence », déplore Roger Ware, professeur d'économie à l'Université Queens. « La bureaucratie va introduire toutes sortes d'inefficacité dans le marché. La seule solution serait d'autoriser le cabotage, que les compagnies étrangères

puissent offrir des vols entre deux villes canadiennes. »

La Loi sur la restructuration du transport aérien, en vigueur depuis le 5 juillet, ajoute la manutention de bagages aux responsabilités de l'Office des transports du Canada (OTC), oblige les compagnies aériennes à consulter les utilisateurs d'un aéroport dont elles veulent se retirer, interdit certaines clauses d'exclusivité et accroît les pouvoirs de l'OTC, notamment en lui permettant de rendre des « ordonnances provisoires » pour arrêter des « comportements anticoncurrentiels ».

Le transport aérien était sévèrement réglementé jusqu'aux années quatre-vingt. Le Canada a suivi en deux étapes les traces de la déréglementation tous azimuts suivie aux États-Unis en 1978 : en 1983, les compagnies aériennes ont eu la permission de déterminer elles-mêmes leurs liaisons et les tarifs, mais devaient les soumettre au

gouvernement canadien jusqu'en 1986.

« Les États-Unis ont déréglementé à froid ; ça a été une expérience traumatisante, avec des faillites, dit Rod White, professeur de commerce à l'Université Western Ontario. Le Canada a tout simplement prolongé la transition, jusqu'à cette année, peut-on même dire. »

Voilà un an, le Bureau de recherches sur les transports (BRT) du gouvernement américain recommandait, dans un rapport sur la concurrence aérienne, une hausse des subventions fédérales aux agrandissements d'aéroports, la fin des quotas horaires d'atterrissages et l'examen attentif des commissions aux agents de voyage. « Il a même été question d'interdire les programmes de fidélisation par points » comme Aéroplan ou Air Miles, explique Severin Borenstein, professeur d'économie à l'Université de Californie à Berke-

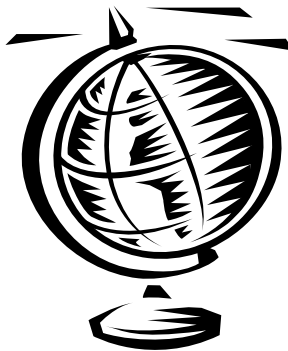
ley. « Cette stratégie de marketing constitue une barrière souvent infranchissable pour les nouveaux joueurs. Je pense que l'abolition de ces programmes est, dit-il, une excellente manière de stimuler la compétition entre compagnies aériennes. »

Les audiences du BRT avaient donné lieu à d'autres suggestions radicales. Une approche des années soixante-dix avait été brièvement sortie des boules à mite : obliger la ligne aérienne qui sort victorieuse d'une guerre de prix à maintenir durant cinq ans les plus bas tarifs qu'elle avait offerts durant l'affrontement. L'idée a le défaut d'obliger le recrutement d'une armée de fonctionnaires pour éplucher les tarifs et définir le début et la fin des guerres de prix.

— FIN —

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



INDE

Pour le nucléaire

■ L'Inde n'a toujours pas l'intention de signer le traité d'interdiction des essais nucléaires dans un avenir proche, a déclaré hier Brajesh Mishranational, conseiller national indien à la sécurité et secrétaire personnel du premier ministre Atal Bihari Vajpayee, qui doit se rendre aux États-Unis dans quelques jours.L'Inde et le Pakistan, opposés dans le conflit sur le Cachemire indien, sont sous le coup de sanctions internationales pour avoir procédé en mai 1998 à des essais nucléaires. M. Mishra a ajouté que M. Vajpayee ne rencontrerait pas à New York le général Pervez Musharraf, au pouvoir au Pakistan.

d'après AFP

RWANDA

Le rôle de Boutros

■ L'ancien secrétaire général des Nations unies Boutros Boutros-Ghali a contribué, comme ministre égyptien des Affaires étrangères, à persuader son gouvernement de vendre des armes au régime génocidaire du Rwanda, a affirmé hier l'hebdomadaire britannique *The Observer*. Les équipements militaires fournis par l'Égypte au Rwanda entre 1990 et 1993 ont fait partie de ceux utilisés en 1994 par le régime de Kigali pour perpétrer un génocide contre l'ethnie tutsie, ajoute le magazine.

d'après AFP

BOSNIE

Nouveau charnier

■ Plus de 70 corps, dont ceux d'enfants et de handicapés, ont été exhumés d'un charnier situé dans les territoires serbes de Bosnie, selon le quotidien bosniaque *Dnevni Avaz*. Cette découverte a été faite dans le courant de la semaine par la Commission musulmane des personnes disparues non loin du village serbe de Kalimanici (32 km à l'est de Sarajevo).On pense qu'il s'agit des corps d'habitants musulmans de Visegrad (est), qui auraient été exécutés sur le site du charnier par les forces serbes au début de la guerre de Bosnie (1992-1995).

d'après AP

ARGENTINE

De la Rua au Canada

■ Le président argentin Fernando de la Rua doit entamer demain une tournée de onze jours, qui le conduira successivement au Mexique, au siège des Nations unies à New York, au Canada et en Chine, a-t-on appris hier de source officielle. Vendredi, le président argentin se rendra au Canada, où il restera deux jours apr●s quoi il se rendra en Chine.

d'après AFP

ALLEMAGNE

Appel anti-droite

■ Le chancelier allemand Gerhard Schroeder a de nouveau appelé hier à lutter contre l'extrême droite, alors que des néonazis manifestaient dans deux villes d'Allemagne. La lutte contre l'extrême droite doit être vue comme une tâche de longue haleine et ce thème ne doit pas se banaliser, a assuré M. Schroeder à Kassel (centre) lors d'un congrès régional du parti social-démocrate (SPD) qu'il préside. Il a redit sa volonté d'agir contre le parti néo-nazi NPD et s'est montré favorable au dépôt d'une motion demandant son interdiction à la Cour constitutionnelle «au cas où cette motion ait des chances d'aboutir en justice».

d'après AFP

GUINÉE

Attaque armée

■ Une quarantaine de personnes, dont une dizaine de soldats guinéens, ont été tuées lors d'une attaque menée par un groupe armé dans le sud de la Guinée, a-t-on appris hier soir de source sûre à Conakry. L'attaque, menée par une bande armée non identifiée, «en uniforme bleu», a eu lieu vendredi dans le village de Massadou, près de Macenta, non loin de la frontière avec le Liberia, selon la même source jointe au téléphone depuis Dakar et qui a requis l'anonymat.

d'après AFP

Américains et Européens mettent la dernière main aux prochaines négos entre Israël et Palestiniens

d'après AFP et AP
JÉRUSALEM

Les États-Unis ont poursuivi hier leurs efforts de médiation entre Israéliens et Palestiniens à quatre jours des rencontres prévues à New York du président américain Bill Clinton avec le premier ministre israélien Ehud Barak et le président palestinien Yasser Arafat.

L'émissaire américain pour le processus de paix au Proche Orient, Dennis Ross, dans la région depuis le 17 août, devait s'entretenir avec les négociateurs palestiniens Saëb Erakat et Ahmad Koreï (Abou Alaa), a-t-on appris de source palestinienne.

Ni l'heure ni le lieu, Jérusalem ou Ramallah, de la rencontre n'ont été précisés.

M. Ross, qui s'était déjà entretenu avec M. Barak mardi et mercredi, l'a rencontré de nouveau vendredi à Tel Aviv, cherchant à voir avec lui s'il est possible de rapprocher les positions israélienne et palestinienne.

Après cette rencontre, M. Barak a averti que les Palestiniens s'exposaient à une «tragédie» s'ils ne parvenaient pas à un accord de paix avec l'État juif.

Plus tard dans la soirée, M. Ross a rencontré M. Arafat à Ramallah, avant la réunion hebdomadaire de la direction palestinienne.

A l'issue de cet entretien, l'émissaire américain a indiqué aux journalistes qu'«il existe toujours des divergences» et qu'il comptait probablement rencontrer à nouveau les Israéliens avant son départ.

À Évian dans l'intervalle, sur la côte française du lac Léman, les ministres des Affaires étrangères de l'Europe des Quinze ont entamé une réunion informelle de deux jours en abordant sur la pointe des pieds la question de la proclamation d'un État palestinien, et en promettant de pousser Israéliens et Palestiniens à conclure un accord de paix.

« Nous sommes tous d'accord pour estimer que l'heure est venue

d'aboutir à une paix réelle », a déclaré le chef de la diplomatie allemande Joschka Fischer. « Le sommet de Camp David a montré d'énormes progrès ».

Le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, menace depuis des mois de proclamer unilatéralement l'État palestinien le 13 septembre. La plupart des dirigeants du monde — y compris des alliés des Palestiniens comme le président égyptien Hosni Moubarak, reçu vendredi à Paris par le président Jacques Chirac et hier par le Premier ministre Lionel Jospin — lui ont conseillé d'attendre un accord avec Israël.

De nombreux responsables présents à Évian estiment qu'il reporter sa proclamation pour permettre une prolongation des négociations, mais se sont refusés à le dire ouvertement.

À Jérusalem, outre M. Ross, le directeur de la CIA (services de renseignement américains), George Tenet, était ce week-end en Israël.

Il a été reçu dans l'après-midi de vendredi par M. Barak à Tel Aviv et devait avoir un deuxième entretien avec lui hier soir, après le repos hebdomadaire du shabbat, pour préparer les discussions de

New York.

Entre ces deux rencontres, M. Tenet a été reçu hier en milieu de journée à Ramallah par M. Arafat. Aucune information de source palestinienne ou américaine n'a filtré sur la teneur de cet entretien.

Cette intensification des efforts américains intervient alors que MM. Arafat et Barak s'apprentent à partir pour New York afin d'y participer à l'assemblée du Millénaire de l'ONU et, en marge de celle-ci, d'y rencontrer mercredi M. Clinton.

M. Ross tente de mettre par écrit les points d'accord et de divergence entre les deux parties après le sommet de Camp David (10-25 juillet), qui avait échoué en raison de la question de la souveraineté sur Jérusalem-Est.

Tous les efforts des États-Unis et aussi de l'Égypte depuis l'échec du sommet ont pour but de trouver un compromis sur Jérusalem acceptable par les deux camps.

Les fortes pressions exercées par les États-Unis ont aussi pour but de dissuader les Palestiniens de proclamer un État même sans accord de paix avec Israël le 13 septembre, date que s'étaient fixée MM. Arafat et Barak l'an dernier pour la conclusion d'un règlement du conflit.

Sanctions en gestation contre la Birmanie

Agence France-Presse
LONDRES

Le gouvernement britannique a évoqué hier la possibilité de mesures internationales contre la junte au pouvoir en Birmanie après le coup de force contre la Ligue nationale pour la Démocratie (LND) du prix Nobel Aung San Suu Kyi.

« Nous étudions avec nos collègues de l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux quelles mesures nous devons prendre lorsque les faits auront été éclaircis », a déclaré le secrétaire au Foreign Office Robin Cook dans un communiqué.

Les forces de sécurité birmanes ont fait irruption au siège de la LND hier matin tandis que la junte annonçait avoir fait la veille « escorter » à son domicile Aung San Suu Kyi, 55 ans, et des membres de son parti.

« Je suis très préoccupé par les informations selon lesquelles Aung San Suu Kyi et d'autres dirigeants de la LND ont été ramenés de force à Rangoun hier soir par le régime birman et sont retenus à leur domicile contre leur gré », a ajouté M. Cook.

Ce coup de force a mis un terme à une épreuve de force de dix jours entre la dirigeante de l'opposition birmane et la junte. L'opposante et une dizaine de membres de son parti étaient bloqués dans leurs voitures à 30 km de Rangoun depuis le 24 août par des soldats pour les empêcher de se rendre à une réunion du parti en province.

« Selon les premières indications, le régime birman a une nouvelle fois violé de manière grossière le droit d'un parti politique légal à fonctionner librement.

REPÈRES / *Le bouclier antimissiles*

Au suivant, la patate chaude

MARC BRAIBANT

Agence France-Presse, WASHINGTON

En repoussant une décision sur le déploiement d'un bouclier antimissiles (NMD), le président américain Bill Clinton a transmis un dossier sensible à son successeur à la Maison-Blanche et fait un geste envers ses partenaires étrangers.

Une chose est sûre, cette décision a été accueillie avec soulagement de par le monde et le Sommet du millénaire la semaine prochaine à New York ne sera pas empoisonné par cette question.

« Il s'agit d'une démarche réfléchie et responsable », a affirmé le président russe, Vladimir Poutine, en réaction à la décision de son homologue américain de ne pas aller plus loin dans ce déploiement de bouclier antimissiles. Clinton n'a pas « suffisamment confiance dans cette technologie et dans sa fiabilité opérationnelle » et laisse à son

remplaçant, l'actuel vice-président Al Gore ou le républicain George W Bush, le soin de décider.

Satisfaction également en Chine, autre farouche opposant au NMD, pour qui cependant rien n'est réglé. Pékin a salué une décision « rationnelle », mais la vigilance demeure et la Chine engagera une nouvelle course aux armements si les États-Unis persistent avec le NMD.

Les récents échecs des essais d'interception de missiles, conduits dans le cadre de la réflexion sur le NMD, ont finalement fait pencher la balance pour un report de la décision de bâtir un tel arsenal de défense.

Le critère technique a donc été déterminant même si trois autres critères rentraient en jeu comme « la nature de la menace, le coût ou l'impact d'ensemble sur la sécurité nationale », a expliqué vendredi Sandy Berger, principal conseiller de la Maison-Blanche pour les affaires de sécurité.

La décision de Bill Clinton n'a

pas surpris un membre de son camp politique, le patron du groupe démocrate à la Chambre, Richard Gephardt, qui a indiqué que « Clinton n'a jamais été pour un système de missiles de défense en huit ans » de mandat à la Maison-Blanche.

En tout cas, le président américain a sorti momentanément du débat politique cette question qui n'aurait pas manqué d'empoisonner la campagne présidentielle. Dès lors, comme le soulignait le *New York Times* hier, il est urgent de revenir à la question fondamentale, celle de savoir « si les États-Unis veulent préserver le traité ABM ou s'en retirer ».

Dans son discours vendredi, le président Clinton a insisté sur la nécessité d'inscrire tout déploiement du NMD dans un cadre préservant le traité russo-américain ABM sur les armes antimissiles balistiques. Pour le candidat présidentiel républicain George W. Bush, l'option est claire : il faut sortir du traité ABM et déployer un

bouclier antimissiles ambitieux qui couvre les États-Unis mais aussi leurs alliés européens.

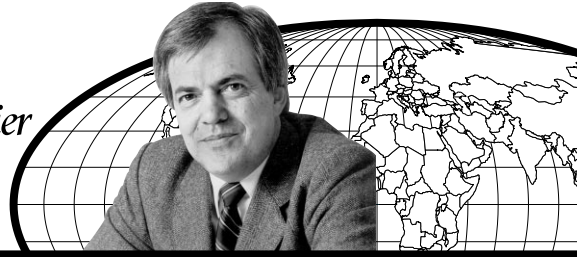
Par ailleurs, en léguant ce dossier à la prochaine administration, Bill Clinton donne du temps aux forces armées pour poursuivre leurs tests.

Dans ce contexte, selon des responsables du ministère de la Défense, le Pentagone pourrait repousser de quelques semaines le prochain essai du NMD, un essai programmé pour l'heure en décembre, et qui serait alors de la responsabilité de la nouvelle administration.

« La nature d'ensemble pourrait changer », a indiqué un responsable du Pentagone sous couvert d'anonymat. « L'actuelle administration est engagée dans une technologie consistant à frapper pour détruire. Mais qui pourrait dire que la nouvelle administration ne va pas arriver et dire que cette technologie est trop radicale », a-t-il conclu.

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



The
Economist

BusinessWeek

The Observer

The New York Times

The Sunday Telegraph

La déréglementation... de la vie

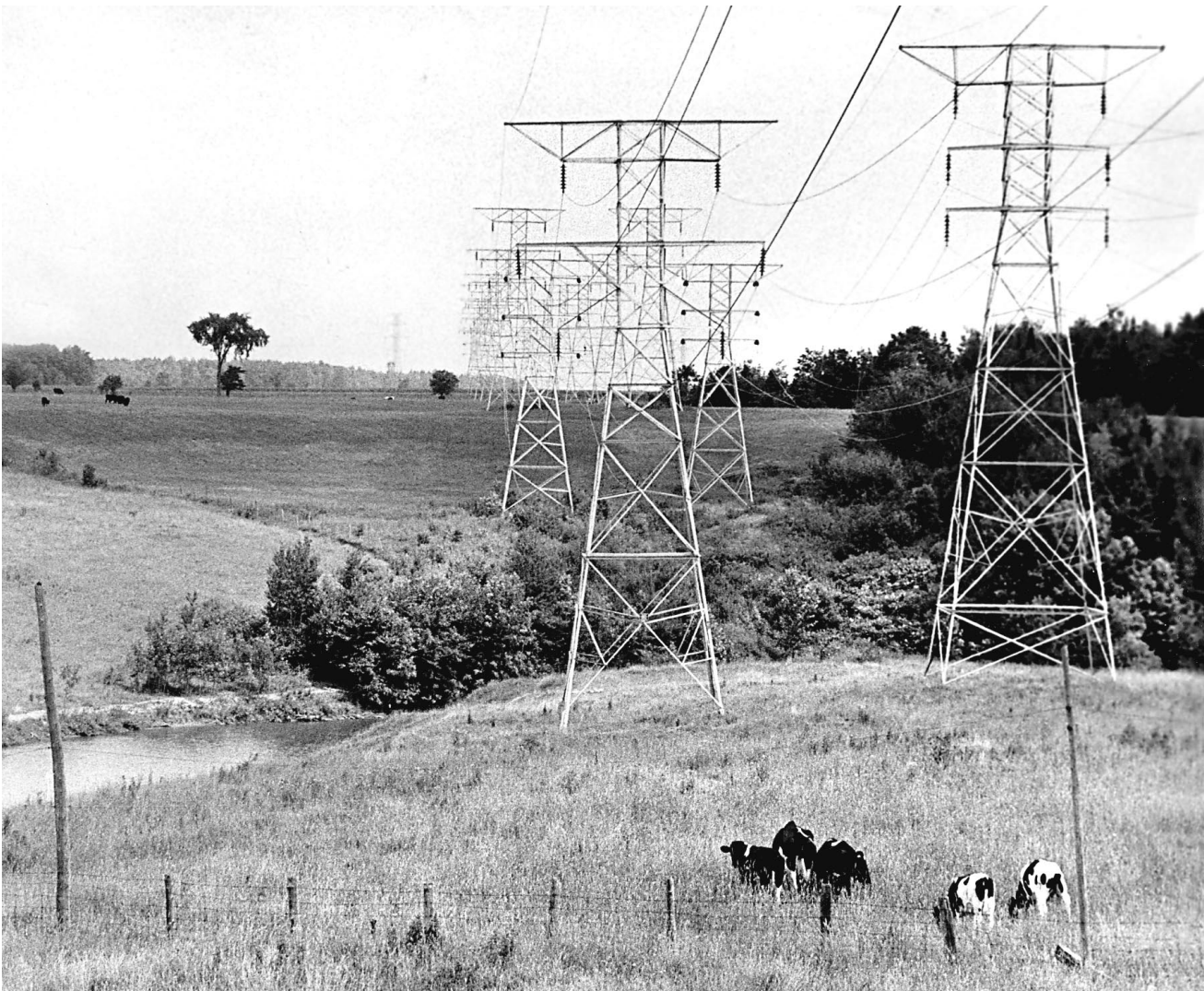
Le brassage du commerce de l'électricité dérange les habitudes aux   tats-Unis

Au fil du dernier siècle dans les sociétés industrielles, l'électricité s'est tranquillement installée chez les gens comme compagnon de vie essentiel, invisible comme l'air, bien que comptable comme l'eau. On pouvait bien maugr  er périodiquement contre ces gros nounours de fournisseurs d'électricité, contre leurs services ou leurs prix, mais tout compte fait on pouvait dormir tranquille. La crise du verglas ici fut un réveil brutal : l'électricité n'  st pas donnée comme l'air. Aux   tats-Unis, une sorte de panique sourde émerge dans les populations depuis quelques mois : l'offre ne suffisant plus à la demande dans plusieurs coins, les pannes se multiplient et sont appelées à s'accroître, pendant que les factures remises aux consommateurs montent en flèche. On montre du doigt un responsable : la déréglementation.

   l'ère de la nouvelle économie, une vieille économie comme l'électricité occupe encore une place considérable. Aux   tats-Unis, le marché de l'électricité, note *The Economist*, se chiffre à 220 milliards de dollars US, plus fort que le cellulaire et l'interurbain combinés.

Survient la déréglementation, les bons gros nounours qui produisaient et distribuaient l'électricité et qui se satisfaisaient tout bonnement de profits de 3 % par an se sont transformés en méchants grizzlys. Des mal élevés qui prétendent aux gros profits comme les autres de la nouvelle économie et qui négligent le service. Au second trimestre de cette année, note *Business Week*, les compagnies d'électricité ont enregistré une hausse de profit de 21 %. L'indice boursier de Standard & Poor's (500) est à peu près stable depuis le début de l'année mais ses titres d'électricité se sont accrus de 17 %. (Dans le processus, la hausse des coûts du mazout et du gaz naturel pour produire l'électricité à évidemment été refil  e au consommateur.) On encaisse, mais on investit peu. De 1990 à 1999, la demande de pointe l'été a augmenté de 25 % mais la capacité des réseaux n'a crû qu   de 6 %.    leur décharge, les compagnies invoquent les lois écologiques de plus en plus sévères régissant les constructions de centrales.

Reste que cette bonne vieille certitude tranquille qu'avaient les Américains que l'électricité leur est due, comme l'air ou l'eau, s'en trouve attaquée : des factures qui montent en flèche, mais surtout une insécurité toute neuve, celle de se



voir privé d'électricité à fréquence et durée imprévisibles, un sentiment particul  rement répandu dans cet état-phare qu'  st la Californie.

Le choc californien

En juin dernier, Silicon Valley a subi un électrochoc : Apple Computer, Advanced Micro, Hewlett Packard et Sun Microsystems ont toutes été contraintes d'interrompre leur production en raison de pannes. Mais c'  st surtout le sud de la Californie, la région de San Diego en particulier, qui vit des heures dramatiques à propos de l'électricité. Les factures ont doublé, le service à des ratés et la contestation est virulente. *The Observer* note que par milliers, des consommateurs ont résolu de payer en s'en tenant à l'ancien tarif. Des conseils scolaires, le Conseil des   glises ont emboîté le pas et des politiciens ont pris panique.

Même le sénateur de l'état qui s'était fait le champion de la déréglementation a viré capot. Le gouverneur démocrate de la Californie,

Gray Davis, a rapidement griffonné une loi interdisant à la San Diego Gas and Electric de couper le jus à ceux qui s'en tiennent à l'ancien tarif... du moins jusqu'aux prochaines élections.

La déréglementation fut l'oeuvre principalement de républicains, mais le couple Clinton-Gore a par le passé salué l'initiative comme un modèle pour l'Amérique. Ce qui est gênant. Dans l'intervalle, le candidat présidentiel « vert » Ralph Nader, adversaire de la déréglementation, ramasse les billes, les sondages lui donnant 10 % des intentions de vote en Californie, faisant mal aux démocrates. Et tout le monde sait que le vote de la Californie pourrait bien être déterminant à la présidentielle de novembre.

Apparue en Californie en 1996, la déréglementation de l'électricité a fait des petits un peu partout depuis aux   tats-Unis. L'initiative s'inspirait directement du programme innové par l'ex-premier ministre britannique Margaret Thatcher. Mais la filiation ne s'arrête pas là. *The Observer* note que les

intérêts financiers qui dominent actuellement le marché britannique de l'électricité — où là aussi les factures ont monté en flèche et où on voit rapidement venir une défiance de l'offre — sont les mêmes que ceux qui sont aux commandes dans le sud de la Californie. On y retrouve en position de force des noms comme Enron (Houston), Edison International (Los Angeles), PPL et Southern Company (Atlanta). (Ces deux dernières viennent d'acquérir Hyder, les réseaux d'eau et d'électricité du pays de Galles.)

Un produit comme un autre ?

Un journaliste du *New York Times* s'interroge sur les vertus de la déréglementation appliquée à l'électricité. Il se demandait cette semaine si on n'a pas eu tort de raval  r l'électricité au rang de produit de consommation comme un autre lorsqu'on a « offert » à des Américains de « choisir » leur fournisseur, comme on choisit une marque de savon ou d'automobile. La déréglementation devait faire baisser la facture : rien de tel ne s'est

produit. Des augmentations de tarifs de 30 à 40 % sont monnaie courante. Au mieux, la déréglementation est une faillite ; au pire, de la pure fraude, écrit-il. Des enquêtes sont en cours en Californie.

Des gens de sciences sociales se demandent si en contraignant des citoyens à choisir leur fournisseur d'électricité, qui n'  st pas un produit comme un autre, on ne les place pas devant une sorte de « tyrannie de la liberté ». N'y aurait-il pas finalement un seuil au-delà duquel les gens ne souhaitent plus être autonomes, exercer leurs aptitudes de consommateurs rationnels ? Leur sens du marchandage, intense dans leur consommation de tous les jours, jouerait moins dans le cas de cette matière très spéciale qu'  st l'électricité. Ils pr  f  reraient voir là, comme acteur principal, un bon gros nounours que les gouvernements savent tenir en laisse.

Les énergies nouvelles

C'est dans ce climat de hantise que s'accroît entre-temps la quête de nouveaux modes de production énergétique. Celui qui obtient la faveur médiatique depuis quelque temps, c'  st la pile à combustible. Tous les constructeurs automobiles présentement la prennent au sérieux comme outil de substitution au moteur à combustion, mais voici qu'on y songe de plus en plus aussi pour la fabrication d'électricité. La pile à combustible (*fuel cell*), c'  st, grosso modo, une génératrice fonctionnant au gaz naturel ou éventuellement à l'hydrogène et doubl  e d'une batterie capable d'emmagasiner l'énergie en vue des périodes de pointe. Une pile à combustible peut avoir la taille d'une centrale aussi bien que celle d'un simple appareil domestique. Plusieurs projets de centrales fonctionnant sur le principe de la pile à combustible traînent dans des cartons d'entrepreneurs un peu partout, mais c'  st en Grande-Bretagne que vient d'être prise la première décision au monde de construire pareille grande centrale commerciale, près de Cambridge, indique le *Telegraph*, de Londres.

Dans l'intervalle, les énergies « vertes » suscitent un intérêt nouveau dans le milieu financier qui les boudait jusqu'ici : Merrill Lynch Asset Management vient de créer un premier fonds d'investissement entièrement voué aux énergies nouvelles, la solaire et l'éolienne, en même temps qu'aux piles à combustible, indique le *Telegraph*.

Quand les banquiers embarquent, c'  st qu'il se passe quelque chose.



INDEPENDENT

Déplacement

■ Comme d'autres, Hydro-Québec l'a noté : après une longue accalmie, la demande en électricité reprend dans les sociétés industrielles. Et l'apparition de la nouvelle économie n'y est pas étrangère, signale le quotidien *The Independent*, de Londres. En cinq ans, les entreprises en général ont réduit de 20 % leur consommation d'électricité au chapitre du chauffage, de l'éclairage et de la climatisation, mais en même temps, l'équipement de bureau — l'ordinateur et, surtout, ses bidoles périphériques — a doublé sa consommation d'électricité depuis l'av  nement d'Internet. Sans compter que ces appareils sophistiqués appellent des normes de climatisation rigoureuses. En soi, un ordinateur consomme peu : l'équivalent additionné d'une ampoule de 100 watts et d'une autre de 40 watts. Mais c'  st tout ce qui gravite autour qui est vorace. Le problème rejoint les architectes qui sont maintenant conviés à imaginer des structures concentrationnaires capables d'offrir une rationalisation de la consommation d'électricité. Néanmoins des villes comme Londres ou Leeds n'offrent plus de garanties d'approvisionnement eu égard à la demande informatique qui se dessine. Voilà qui place une ville comme Montréal en excellente position sous ce rapport, peut-on imaginer.

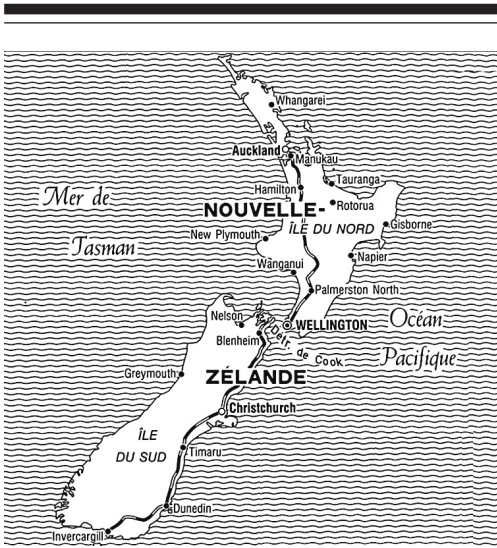


The
Economist

Los Angeles Times

Rajustement

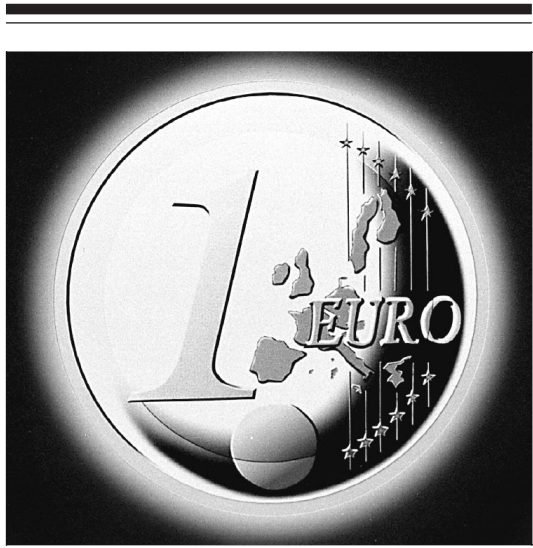
■ Les aléas actuels de la déréglementation de l'électricité dans des pays comme la Grande-Bretagne et les   tats-Unis ne vont peut-être pas durer et des partisans de la déréglementation de désarment pas. *The Economist* voit la question autrement : les nouvelles technologies, principalement les piles à combustible, sont susceptibles de fractionner presque à l'infini la production de l'électricité, rendant caduques les grosses centrales actuelles, dont la majorité aux   tats-Unis fonctionnent encore au charbon. Les coûts à l'unité ne seront pas négligeables, mais en même temps, il y aura moins de pertes dans le transport et des contrôles plus serrés un peu partout. Avec moins de pollution en prime. Le nouvel état de choses où l'on verra une multitude de petits producteurs ne pourra fonctionner que sur une base d'offre et de demande. De son côté, le chroniqueur économique vedette du *Los Angeles Times*, James Flanigan, ne voit dans les problèmes actuels de la Californie qu'un accident de parcours, d   justement au fait que depuis la déréglementation, peu de nouveaux acteurs sont apparus comme producteurs. Il signale qu'en Pennsylvanie par exemple, la déréglementation a fait apparaître plus d'une centaine de nouveaux producteurs, ce qui a fait diminuer la facturation de 3 %.



FINANCIAL TIMES

Revirements

■ Le champion toutes catégories de la libéralisation des marchés depuis 20 ans n'  st pas la Grande-Bretagne de Margaret Thatcher, mais la Nouvelle-Zélande. En 15 ans, ce pays est passé du rang de champion de l'état-providence à celui de pays le plus économiquement libéral au monde, se comparant sous ce rapport à Hong Kong et Singapour et devançant la Grande-Bretagne ou les   tats-Unis. Mais ces 15 années, note le *Financial Times*, de Londres, c'  st le temps qu'a mis la Nouvelle-Zélande à passer du statut de pays riche à celui de pays qui ne l'est plus. En 1965, la Nouvelle-Zélande accusait un standard de vie équivalent à 1,25 fois celui des pays riches ; l'an dernier, ce pourcentage était descendu à 0,62 %, dit le FT. Les partisans de la déréglementation néo-zélandaise — on les compte même du côté du FMI, de la Banque mondiale et de l'OCDE — invoquent volontiers un contexte défavorable de commerce international, mais ça n'expliquerait pas tout. Le centre d'Auckland, en 1998, a été privé de courant pendant cinq semaines. La cause : des erreurs administratives et techniques, dans le seul pays évolué où l'état s'  st complètement retiré de la surveillance de la production et de la distribution d'électricité. Les N  o-Zélandais viennent de ramener les travaillistes au pouvoir.



Herald Tribune

D  chirements

■ L'Union européenne compte actuellement 15 membres, mais trois d'entre eux, la Grande-Bretagne, la Suède et le Danemark, s'abstiennent pour l'instant de participer à l'euro, la nouvelle monnaie européenne, laquelle n'aide pas sa cause, ayant connu une nouvelle dévaluation cette semaine en dépit d'une hausse des taux d'intérêt. Pour l'instant le débat clé se déroule au Danemark où les citoyens sont conviés par référendum, le 28 septembre, à se joindre à l'euroland ou non. Chaud, le référendum : le plus récent sondage donne 44 % de partisans de l'euro contre 43 % et 13 % d'indécis. Forcément, le débat, dit le *International Herald Tribune*, a largement débordé la question simple de la monnaie européenne et a débouché sur toute la question de la souverain  t   nationale confrontée à l'intégration européenne. Quoi qu'il advienne, on convient que le référendum du 28 septembre aura un effet considérable : sur la valeur de l'euro en soi, mais aussi sur le référendum ultérieur envisagé par la Suède et, surtout, sur celui que promet le premier ministre Tony Blair en Grande-Bretagne qui, lui, attend d'abord la suite des prochaines élections en même temps que ce qu'on pourrait appeler « des conditions économiques g  nantes » d'avant d'agir. Tout comme en Suède ou en Grande-Bretagne, les partisans du OUI et du NON se recrutent aussi bien dans la gauche que dans la droite.

Cinq tonnes de cocaïne saisies en Espagne

Agence France-Presse
MADRID

La police espagnole a porté un coup dur au trafic international de drogue en donnant l'assaut, à 200 milles nautiques des Canaries, à un cargo qui venait du Venezuela et transportait, selon les autorités, au moins cinq tonnes de cocaïne.

Les premières estimations policières avaient fait état de plus de 10 tonnes de cocaïne. Mais le délégué du gouvernement pour le plan anti-drogue, Gonzalo Robles, s'est montré prudent sur la quantité de stupéfiants en raison de la complexité de l'inventaire de la cargaison sur ce navire de 120 mètres de long.

« Si nos informations se confirment, on pourra parler d'une quantité probablement supérieure à cinq tonnes. Mais il faut attendre la fin de l'inventaire qui vient de commencer et pourrait durer plusieurs jours », a-t-il insisté.

La drogue a été découverte dans des conteneurs, mais la police n'exclut pas que de la cocaïne soit également cachée dans des compartiments secrets aménagés sur le bateau arraisonné jeudi, et non vendredi comme l'avait affirmé la police dans un premier temps.

Les vingt membres de son équipage, dix huit Philippins, un Panaméen et un Mexicain, ont été arrêtés lors de cette opération baptisée « Ostra » (huître) et dirigée par le juge vedette espagnol, Baltasar Garzon, en collaboration avec les forces de sécurité italiennes, a précisé M. Robles.

La drogue était destinée au marché européen, selon la police. Mais la destination finale du navire, le *Privilege*, n'a pas encore été déterminée avec certitude. Il devait, semble-t-il, se rendre dans un port italien pour y décharger sa cargaison officiellement enregistrée : des bonbonnes d'acier et plusieurs tonnes de goudron.

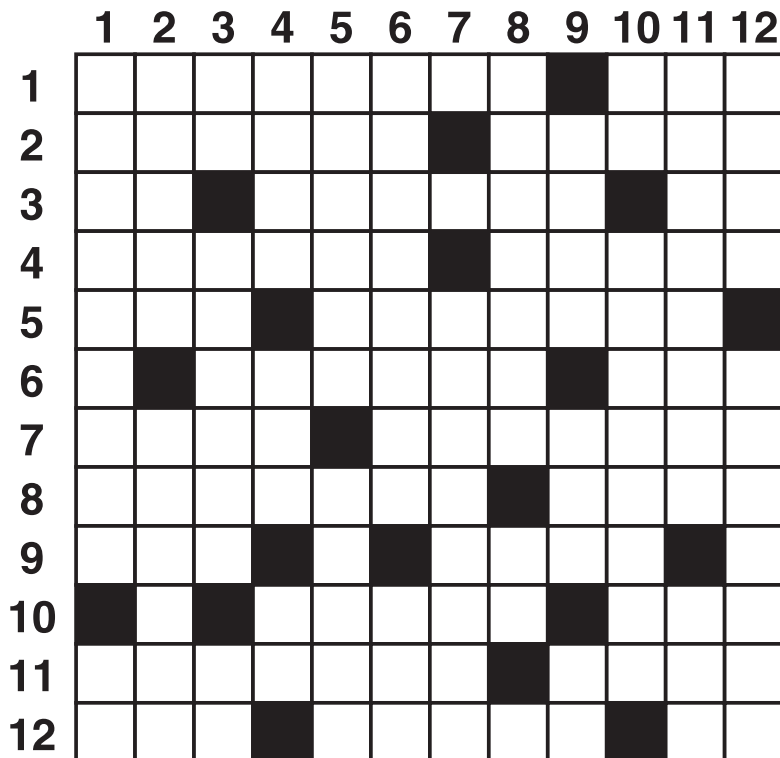
Le navire, qui battait pavillon de Saô Tomé, est arrivé samedi matin, sous haute surveillance policière, à la base navale de Las Palmas (îles Canaries).

Il avait été intercepté par une douzaine de membre d'un corps d'élite de la police espagnole, le Groupe spécial d'intervention (GEO). L'armée de l'air et le service de surveillance douanière ont également participé à l'opération.

La saisie constitue une nouvelle étape d'une opération internationale conduite par la DEA américaine, appelée « Orinoco », qui avait permis la saisie de 10,5 tonnes de cocaïne entre les 17 et 19 août, a affirmé M. Robles sans fournir d'autre détail.

L'arraisonnement du *Privilege* est la plus importante opération contre le trafic de cocaïne en Espagne après la prise en juillet 1999 de 15 tonnes de cocaïne et l'arrestation de 54 trafiquants présumés.

MOTS CROISÉS



3 septembre 2000

Q5847

HORIZONTALEMENT

- 1 Bizarre - De très près.
- 2 Parvenu au terme de sa formation - Agent secret.
- 3 Se met au bout d'un doigt - Il habite dans un désert - Du verbe pouvoir.
- 4 Se dit du poisson prêt à frayer - Ce qui cause un grand plaisir.
- 5 Pronom - Horripiler.
- 6 Gouverne d'aéronef - D'une manière brutale.
- 7 Touche - Alcaloïde utilisé en médecine.
- 8 Qui est la proie d'une idée fixe - Fait des bulles.
- 9 Dénudée - Classements.
- 10 Ligne osseuse saillante - Levant.
- 11 Colorer - La Chine en fait partie.
- 12 Il faut le tendre - Développement de quelque chose - Sert à désigner quelqu'un.

VERTICALEMENT

- 1 Sport pratiqué sur un court - Possessif.
- 2 Qui atteint toute la perfection que l'on peut souhaiter - Exagérer.
- 3 Dont on a été informé - Mouche africaine - Romains.

- 4 Furoncle - Général né en Virginie en 1807 - Commence en janvier.
- 5 Mammifère voisin du phoque - Lance ses rayons en parlant du soleil.
- 6 Discrète - Dans le râtelier.
- 7 Saucissons crus de Lyon.
- 8 Peut se dire d'une sœur - Grand dieu.
- 9 Henri II y fit élever un château pour Diane de Poitiers - Rayon - Prince.
- 10 Tout petit cours d'eau - Jeunes bovins.
- 11 Qui se montre clairement aux yeux ou à l'esprit - Textuel.
- 12 Isolé - Avec un peu de couleur.

SOLUTION AU PROCHAIN NUMÉRO

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	C	O	N	T	R	O	V	E	R	S	E	S
2	I	N	D	I	E	N	B	A	I	S	E	
3	N	I	C	I	D	R	E	M	E	R		
4	G	R	E	N	E	U	N	E	U	I		
5	L	I	A	N	T	D	E	C	L	I	N	
6	E	Q	U	E	R	R	E	H	E	R	E	
7	E	U	M	O	U	S	S	E	O	R		
8	E	V	A	D	E	E	L	A	N			
9	Z	E	L	U	E	C	L	A	I	R		
10	E	T	R	E	I	N	D	R	E	Q	I	
11	R	O	T	R	U	E	E	S				
12	O	P	E	R	E	S	T	R	I	E	E	

Q5846

SOLUTION DU DERNIER NUMÉRO

Cruciverbistes, à vos claviers!

Des grilles classiques, des blanches, des thématiques... à vous de jouer!

www.lapresse.infinet.net

SEARS

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 10 SEPTEMBRE OU, SI SEARS EST FERMÉ, JUSQU'AU SAMEDI 9 SEPTEMBRE 2000, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Jusqu'à cette fin de semaine!

UNE AFFAIRE INCROYABLE

Moitié prix

Pneus Silverguard^{MD} Touring, faits pour Sears par Bridgestone

À encoches diagonales et latérales assurant une excellente adhérence sur routes mouillées et enneigées. Avec la garantie sans frais contre les avaries routières*. Série n° 62000. À partir de 39,99 ch. P155/80R13. Rég. Sears 81,99.

GARANTIE DE 100 000 km CONTRE L'USURE*

Pneus Silverguard Touring		
Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chac.
P185/75R14	108,99	53,99
P195/75R14	113,99	56,99
P205/75R14	118,99	58,99
P175/70R13	98,99	48,99
P185/70R14	113,99	56,99
P195/70R14	119,99	59,99
P215/70R14	129,99	64,99
P205/70R15	131,99	65,99

Autres formats aussi en solde

Rabais 40%

Pneus Weatherwise^{MC}, faits pour Sears par Michelin

À partir de **67⁹⁹** Ch. P155/80R13. Rég. Sears 113,99.

Avec service de changement de pneu sur place 24 heures sur 24*, garantie sans frais contre les avaries routières* et permutation gratuite des pneus tous les 10 000 km*. Série n° 58000

GARANTIE DE 120 000 km CONTRE L'USURE*

Pneus Weatherwise		
Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chac.
175/70R13	136,99	81,99
185/70R14	155,99	92,99
P205/70R15	184,99	110,99
P185/65R14	157,99	93,99

Autres formats aussi en solde

NP0920400 *Détails complets chez Sears Copyright 2000, Sears Canada Inc.

SEARS

ANJOU* 353-7770
BROSSARD* 465-1000
LASALLE* 364-7310
★ COMPOSEZ LE POSTE 228

LAVAL* 682-1200.
ST-BRUNO 441-6603
ST-LAURENT* 335-7770

PAS DE PAIEMENT AVANT FÉVRIER 2001

pour tous les services et produits automobiles de plus de 200 \$

Détails en magasin

PREMIÈRE CE SOIR 21h

LES Sopranos

Dimanche 21h **SÉRIES+**

LA TÉLÉ DES ÉMOTIONS

Adobe GoLive 5

Attachez votre ceinture... et lancez-vous sur le Web.

Le logiciel Adobe® GoLive^{MC} 5.0 vous procure de puissantes fonctions pour la conception, la production et la gestion de sites Web professionnels, reliés à des bases de données dynamiques. Voyez tous les détails à www.adobe.com/golive

FUTURE SHOP

BUREAU EN GROS
ARTICULÉ EN GROS
www.bureauengros.com

SOFTCHOICE
1.800.268.7638 www.softchoice.com

3-SOFT

Micro Logic

Adobe

Adobe le logo d'Adobe et Adobe GoLive sont des marques de commerce ou des marques déposées d'Adobe Systems Incorporated. © 2000 Adobe Systems Incorporated. Tous droits réservés.

À votre tour

Quatre p'tits nouveaux!

Un regard frais sur l'éducation, les jeunes, l'avenir ? C'était ce que nous recherchions lorsque nous avons demandé à quatre nouveaux enseignants, deux du primaire, deux du se-

condaire, frais émoulus de l'université ou sur le point de terminer leurs études, de nous écrire chacun un petit texte au moment de la rentrée scolaire 2000. Un résultat stimulant.

Gare au sentiment d'impuissance

JEAN-FRANÇOIS MATHIEU

Moi, c'est l'histoire et la géographie que je vais enseigner au secondaire. Il peut sembler bizarre que l'on m'ait demandé de me prononcer sur le monde de l'enseignement, malgré mon jeune âge et même si je viens juste de terminer mes études, mais puisque la proposition existe, aussi bien en profiter. Une foule de sujets se bousculent dans ma tête. Aussi bien commencer tout de suite.

Tout d'abord, je veux prononcer un réquisitoire en faveur des adolescents : de nos jours, ce ne sont pas que des drogués, des taxeurs, des malpolis, des jeunes violents et désillusionnés, sans avenir. Par ce que les médias en disent on serait porté à croire cela, mais rien n'est plus faux. Beaucoup d'élèves qu'il m'a été donné de côtoyer dans mes stages d'enseignement m'ont surpris par leur curiosité, leur énergie et leur volonté d'apprendre. Bon, il faut admettre qu'une classe de secondaire n'est pas toujours un havre de paix, mais on ne doit pas condamner tous les adolescents comme on est si souvent porté à le faire. Voilà, c'est dit !

À mon avis, il est aussi vrai que les garçons sont désavantagés dans notre système scolaire. Au niveau secondaire, on retrouve pratiquement autant d'enseignants masculins que féminins, mais les qualités nécessaires pour bien réussir (calme, assiduité, etc.) et la forme traditionnelle d'enseignement avantage les filles, selon moi. Il serait grandement temps d'agir, surtout avec le taux alarmant de décrochage que l'on connaît au secondaire (près de 40 %), la plupart des élèves masculins.

Autre petite « vérité » : la participation des parents à la réussite scolaire des élèves est, selon moi, primordiale. Le milieu dans lequel un adolescent grandit, le support et les ressources qui sont mises à sa disposition (et là je ne parle pas de l'ordinateur dernier cri...) jouent pour beaucoup en ce qui concerne sa motivation scolaire. En début et en fin d'année, les parents ont tendance à resserrer leur contrôle sur leur enfant, mais il vaut mieux faire preuve d'un effort soutenu. Le sort d'un élève se joue tout au long de l'année, pas seulement au départ et à l'arrivée.

Pour ce qui est des enseignants, qui n'a pas déjà croisé dans son cheminement scolaire un enseignant tellement désabusé, morose et ennuyant qu'on se demande pourquoi il enseigne encore ? C'est pour cette raison que je serais en faveur d'une évaluation périodique de l'efficacité des enseignants. Je crois avoir entendu cette proposition, il y a deux semaines, lors d'un bulletin de nouvelles, et à mon avis cela aurait bien du sens. Les enseignants méritants devraient leur salaire bonifié ; quant à ceux dont la performance ne satisfait pas les exigences, et bien je n'ai aucune idée de ce qui pourrait leur arriver ! L'évaluation ne servirait pas, d'après moi, à épurer les écoles et à ne conserver que des superenseignants, mais donnerait une occasion forcée, pour ces enseignants désabusés, de se remettre en question, ce que plusieurs effectuent seulement le temps de la retraite arrivé...

Finalement, étant donné que le sujet est à la mode, parlons des nouvelles technologies de l'information et de communication. Non, ce n'est pas demain la veille que vos enfants resteront à la maison et suivront leurs cours à partir d'un ordinateur par le biais d'Internet. Il est vrai que les ordinateurs font de plus en plus leur entrée dans les écoles, mais je ne crois pas que, dans un avenir rapproché, la machine remplacera l'enseignant. Il y a une foule d'avantages au contact humain en enseignement, avantages que l'on ne retrouve pas avec un ordinateur, même au moyen de la vidéo-conférence. Par contre, il est indéniable qu'un niveau de connaissance moyen des ordinateurs est de plus en plus un grand atout pour les travailleurs de demain et ce dans tous les domaines.

J'essaie de penser à l'avenir. Quand viendra le temps de ma retraite, j'espère pouvoir dire que les choses auront changé, que le monde parfois (lire souvent) lent de l'enseignement aura effectué des bonds dans la bonne direction. Surtout, j'espère que l'on aura donné plus de pouvoir aux enseignants, plus de latitude pour élaborer les cours, plus de pouvoir décisionnel, etc. Car, ultimement, je crois que c'est ce qui tue la flamme de l'enseignant ; le sentiment croissant d'impuissance. L'impuissance à pleinement aider chacun des élèves, l'impuissance face au système monolithique de l'éducation.

NADINE BÉLAIR

Toute ma vie, j'ai observé les enseignants. Depuis que j'ai fait ma prénatalité, j'ai pu regarder, évaluer, juger, aimer (ainsi que « subir ») plus d'une cinquantaine d'enseignants. Rares sont donc les apprentis qui ont eu autant de modèles avant même de commencer leur carrière.

Quel bilan faire ? Pour une nouvelle enseignante comme moi, certains modèles sont à prendre en exemple et d'autres à oublier. Tout au long de mon éducation, j'ai été marquée par d'excellents enseignants, mais également par ceux que je qualifierais poliment de « moins excellents » ! Dans ce dernier cas, c'étaient souvent des profs bien sympathiques, mais avec qui on n'apprenait rien ; ou d'autres pour qui la matière passait avant toute autre chose, sans aucun sourire, sans explication supplémentaire, sans chaleur humaine. Par contre, il y a eu tous ceux qui,

grâce à leur passion et à leur goût d'enseigner, ont pu motiver et transmettre leur savoir dans un cadre agréable et détendu. En tant qu'élève ou étudiante, j'ai souvent été assez catégorique : bon enseignant ou non. Il est évident que l'on peut juger plus facilement lorsque ce n'est pas nous qui enseignons. Ma réalité est maintenant toute autre... Bientôt, ce sera moi qui enseignerai... Quel type d'enseignante serai-je ?

Lorsque j'aurai acquis une certaine expérience, j'ose espérer que mes élèves et moi saurons développer une excellente complicité en classe et vivrons dans un climat de détente. Je souhaite que, grâce à moi, mes élèves de-



Nadine Bélaire

viennent des enfants curieux. De plus, je veux les encourager et les motiver parce que, à mes yeux, les efforts d'apprentissage d'un élève méritent notre attention. Je souhaite vraiment qu'à la fin d'une journée, lorsqu'on se dit au revoir, les élèves quittent l'école avec le sentiment d'avoir accompli quelque chose de très important : se développer.

Je ne bénéficie pas d'une multitude d'expériences en enseignement, mais celles-ci ont toutes été très enrichissantes : des stages, quelques heures de bénévolat et un peu de suppléance. En stage, je me suis toujours sentie assistée et entourée. Avec un maître-associé tout près, j'ai pu demander conseil, préparer des activités ; bref, je n'étais pas seule et j'ai pu faire des essais, peaufiner des trucs et acquérir une certaine confiance en moi. Lorsque j'ai commencé à faire de la suppléance, c'était très différent. Un nouveau facteur entraînait en jeu : le stress ! Lors de ma première journée de suppléance, j'étais si

De l'autre côté du bureau

YANNICK CYR

Mai dernier, c'était la fin des cours, la fin du stage, les premiers remplacements et les amis qui s'éparpillent aux quatre coins du Québec... Après un été de travail, voici déjà septembre ; mais cette fois, je serai de l'autre côté du bureau, comme enseignant de chimie et de mathématiques au secondaire. Qu'est-ce qui m'attend cette année ?

Comme tout nouveau diplômé, j'attends avec impatience l'occasion d'avoir ma classe avec « mes élèves ». Évidemment, à la suite des stages et des remplacements, mon idéalisme des premiers temps a fait place à la dure réalité. Ainsi, même si je suis plus que jamais passionné par l'enseignement, je réalise que les défis à relever sont de taille.

Tout d'abord, puisque je travaillerai dans la région métropolitaine, il m'est impossible d'ignorer la situation particulière de l'école montréalaise ; je pense ici à la multiethnicité et aux milieux socio-économiquement faibles. Ainsi, plusieurs écoles doivent composer avec une clientèle formée d'une majorité de jeunes qui proviennent de groupes ethniques ou issus d'un milieu défavorisé. Ces élèves éprouvent plus de difficultés et présentent souvent un retard scolaire beaucoup plus marqué. On constate ces retards surtout chez les élèves de familles immigrantes qui arrivent en cours de scolarisation.

Mon premier défi sera donc d'opposer les thèmes vus dans mes cours de baccalauréat et les situations longuement discutées à la réalité d'une classe, à la réalité de ma classe. Je devrai donc m'assurer d'être compris par les élèves, car la langue peut parfois être un obstacle. De plus, je devrai les encadrer et les motiver constamment, car ces élèves ont souvent une carence de ce côté.

Le second défi que je devrai relever est le manque d'intérêt des jeunes pour les sciences et les mathématiques. Pour contrer ce problème, je désire intégrer les environnements d'apprentissage en laboratoire à l'enseignement, de manière à rendre les connaissances plus concrètes pour les jeunes. J'espère ainsi que les cours seront plus susceptibles d'engager les jeunes dans une démarche stimulante de résolution de problèmes, où les élèves devront mettre en relation leurs connaissances déjà acquises avec leur nouveau savoir. Les élèves doivent donc passer à un stade de pensée formelle, en opposition au stade opératoire, où ils seront en mesure d'utiliser leurs nouvelles connaissances dans un autre contexte. Cet objectif est en accord avec la future réforme de l'enseignement au secondaire, où les élèves devront acquérir des compétences transversales, c'est-à-dire des compétences qui recoupent plusieurs disciplines ou secteurs.

C'est à ce moment qu'entrent en jeu les Nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC). Ainsi, grâce à l'Expérimentation assistée par ordinateur (ExAO), on peut créer des environnements de laboratoire où les aspects réels et concrets se combinent avec les aspects plus formels, plus abstraits comme les graphiques et l'algèbre.

Grâce à cet environnement d'ExAO, l'élève, une fois familiarisé avec les différents outils, pourra étudier

l'interaction des différentes variables en jeu et non seulement étudier le phénomène physique. L'expérience devient alors un support à l'apprentissage avant de devenir lui-même un objet d'apprentissage. Les élèves pourront donc analyser et interpréter les phénomènes scientifiques au lieu de seulement apprendre des formules.

Je sais que j'aurai besoin de plusieurs années pour développer cette méthode, mais je suis convaincu de la pertinence de celle-ci. Il ne me reste qu'à espérer que les écoles auront les moyens nécessaires pour moderniser leur matériel didactique et que la formation et l'encadrement des futurs enseignants, et de ceux déjà en place, seront assurés. Quant à moi, je me prépare à la réforme et j'accumule de l'ancienneté en attendant un contrat ferme qui me permettrait d'enseigner dans une de mes deux disciplines. Je sais que la période d'apprentissage et d'adaptation de nouvel enseignant me paraîtra longue, mais je sais aussi que, comme dans tout métier, elle est nécessaire.



Jean-François Mathieu



Yannick Cyr

Une heure et demie avant le son de la cloche !

La personnalité

de la semaine

La Presse

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence



PHOTO PIERRE CÔTÉ, La Presse

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 3 SEPTEMBRE 2000

François Blais

JEAN-PAUL SOULIÉ

Ruban en Route se lance cet automne dans la septième année de sa croisade au service de la promotion de la santé sexuelle. François Blais est le fondateur et directeur général de cet organisme à but non lucratif voué à l'éducation sexuelle des jeunes, à leur sensibilisation à la prévention et à la démythification du virus du VIH. Depuis 1994, il a rencontré plus de 200 000 jeunes dans les écoles du Québec, et l'intérêt des élèves du primaire comme du secondaire ou des cégeps pour sa présentation d'une heure ou d'une heure et demie est toujours aussi vif. Cette année, fort du grand succès des campagnes précédentes, Ruban en Route ajoute un volet anglophone à sa tournée. Deux autres groupes se sont joints à la caravane : Service MTS et Impact, qui offrent de l'information, de l'aide et les conseils de sexologues sur tout ce qui concerne les maladies transmises sexuellement et la santé sexuelle en général.

Pour François Blais, la rentrée scolaire 2000 marque la consécration de son oeuvre et la reconnaissance de son idée maîtresse : la prévention est le seul véritable remède contre le VIH et les MTS. L'an dernier, le gouverneur général du Canada, Roméo LeBlanc, lui a remis, au cours d'une cérémonie à la Citadelle de Québec, la médaille du Service méritoire. Partiellement financé par le ministère de la Santé et des Services sociaux, Ruban en Route est maintenant constitué d'une véritable équipe appuyée par des commanditaires enthousiastes. François Blais, jeune homme dynamique de 31 ans, qui a appris à l'âge de 22 ans qu'il était porteur du virus du sida, est arrivé à faire ce qu'il souhaite à tous les autres jeunes : réaliser son rêve. *La Presse* souligne sa réussite et l'importance de la mission qu'il s'est fixée en nommant François Blais **Personnalité de la semaine**.

« À 22 ans, j'avais deux emplois à temps partiel. Les emplois à temps plein étaient déjà très rares. J'étais radiologiste à l'hôpital du Sacré-Coeur, et je travaillais au centre Drapeau et Deschambault, une maison d'accueil pour personnes âgées. Je faisais aussi de la télévision communautaire, j'avais une blonde, nous vivions en couple, tout allait bien. » Un jeune homme occupé, François. Il sourit à ces souvenirs. « J'étais travaillant ! »

À la suite d'un don de sang à la Croix-Rouge, on lui apprend, sans grand ménagement, d'abord par téléphone, puis par message, et ensuite par sa mère, qu'il ne doit pas avoir de relations sexuelles, ni échanger des seringues. Pour ce garçon, sportif, joueur de soccer et de hockey, c'est la catastrophe, la perte de ses emplois, les explications à l'assurance-chômage, à qui il faut dire « pourquoi », et enfin la solitude.

Pour François, l'épreuve est d'autant plus traumatisante qu'il se souvient des premiers cas de VIH qui se présentaient à l'hôpital où il travaillait. Ils étaient considérés comme un danger et on les approchait presque avec un scaphandre, dit-il. « Ça m'a pris deux ans pour arriver à décider qu'il faut profiter de sa vie. On ne doit pas attendre la menace du virus pour rêver et réaliser ce qu'on a à réaliser. Il faut prendre le temps de mettre en évidence les bons moments d'une journée, ceux de la vie. C'est ma mère qui nous a élevés, mes deux frères et moi. C'est d'elle que nous tenons cette volonté de nous battre, de lutter. »

Il découvre un jour, en entendant un représentant de la Fondation Farah, qui organise le grand Marchethon pour la lutte contre le sida, le 23 septembre prochain, qu'il peut, lui aussi, « faire débloquent des choses ». Il met sur pied un jeu-questionnaire inspiré de *La Guerre des clans*, et obtient l'aide financière de la Fondation Farah pendant deux ans. Il offre ses services dans les commissions scolaires, et évoque encore sa « bataille de Montréal », pour percer des barrières archaïques. Aujourd'hui, en plus du ministère de la Santé, Ruban en Route bénéficie de l'aide d'Ansell Canada, fabricant de condoms, de la Fondation BBCM, d'AXA Atout Coeur, du Fonds de bienfaisance Molson, de Glaxo Wellcome et des frères de Sainte-Croix.

Reçu maintenant un peu partout, François présente son jeu dans les écoles devant des groupes de 400 élèves ou plus. Suit une démonstration d'installation du condom, de son utilisation, ce qu'il faut faire et ne pas faire, le tout présenté avec une touche d'humour pour faire passer un message clair. Puis vient le clou de la présentation, le témoignage d'une personne atteinte du VIH : lui-même.

« Là, on entendrait voler une mouche, raconte François. Je leur explique les dangers des MTS, du VIH, de A à Z. La science progresse, mais il ne faut pas trop compter sur les médicaments. Je dois prendre 32 pilules par jour. Cinq sortes différentes. J'ai de la chance, je les tolère bien. Mais d'autres subissent trop d'effets secondaires. Et puis le virus a évolué, a subi des mutations, et on parle maintenant de « réinfection ». La prévention est plus que jamais nécessaire. »

« On a oublié de permettre aux jeunes de rêver, dit encore François Blais. Malgré toutes les épreuves, il y a moyen de réaliser des rêves. »

Depuis 1994, il a
rencontré plus de
200 000 jeunes dans
les écoles du Québec.

« On ne doit pas attendre la
menace du virus pour rêver et
réaliser ce qu'on a à réaliser. Il
faut prendre le temps de mettre
en évidence les bons moments
d'une journée, ceux de la vie. »

BOP01PROMO
Not Found

2881846
Not Found